

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sodexo : résultats solides au 1^{er} semestre 2019-2020

- Croissance interne de + 3,2 %
- Croissance interne au 2^e trimestre supérieure aux prévisions
- Marge d'exploitation stable, en ligne avec les attentes
- Absorption du léger impact du COVID-19 au 1^{er} semestre
- La baisse des volumes liée au COVID-19 aura un impact significatif sur les résultats du 2^e semestre

Issy-les-Moulineaux, le 9 avril 2020 - Sodexo (NYSE Euronext Paris FR 0000121220-OTC : SDXAY). Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 8 avril 2020, présidée par Sophie Bellon, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020, clos le 29 février 2020.

Performances financières du 1^{er} semestre 2019-2020 (première application de la norme IFRS 16¹)

(En millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	VARIATION	VARIATION À TAUX CONSTANT
Chiffre d'affaires	11 692	11 045	+5,9 %	+4,3 %
Croissance interne	+ 3,2 %	+ 3,1 %		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	685	647	+5,9 %	+4,3 %
MARGE D'EXPLOITATION	5,9 %	5,9 %	+ 0 pbs	+ 0 pbs
Autres charges opérationnelles nettes	(66)	(69)		
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	619	578	+ 7,2 %	+ 5,5 %
Résultat financier net	(67)	(54)		
Taux effectif d'impôt	29,3 %	28,8 %		
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	378	364	+ 3,8 %	+ 1,8 %
Bénéfice net par action (en euros)	2,59	2,50	+ 3,7 %	
RÉSULTAT NET AJUSTÉ	424	413	+ 2,8 %	+ 1,0 %
Bénéfice net ajusté par action (en euros)	2,91	2,84	+ 2,6 %	

¹ Détails dans la rubrique IFRS 16 du Rapport d'activité

Denis Machuel, Directeur Général de Sodexo, a déclaré :

« Le premier semestre a été meilleur qu'attendu, avec de nombreux signes positifs d'une amélioration de la dynamique dans la plupart des segments.

Avec la propagation rapide du COVID-19 dans le monde, notre priorité est de protéger la santé et la sécurité de nos collaborateurs, nos consommateurs, nos clients et d'assurer la continuité de nos activités.

Nous faisons face à la fermeture partielle ou totale d'un nombre significatif de sites dans les segments Education, Services aux Entreprises et Sports & Loisirs, et au report d'un an des Jeux Olympiques. Nous avons immédiatement identifié tous les moyens possibles pour réduire nos coûts, diminuer nos dépenses d'investissements et veiller à préserver notre trésorerie afin de réduire l'impact de cette baisse de chiffre d'affaires. Nous mettons tout en œuvre pour protéger l'emploi en ayant recours aux différentes mesures proposées par les gouvernements. Il est évident néanmoins que cela aura un impact significatif sur nos résultats de l'année.

Je suis extrêmement fier de l'exemplarité et de l'engagement de nos équipes et je suis convaincu que la dynamique de notre premier semestre nous aidera à sortir de cette crise plus forts qu'auparavant ».

Faits marquants sur la période

- Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020 atteint 11 692 millions d'euros, en hausse de + 5,9 %, grâce à un effet de change positif, à l'impact des acquisitions et à une croissance interne du chiffre d'affaires de + 3,2 %.
- Dans les **Services sur Site**, la croissance interne du chiffre d'affaires de + 3,2 % reflète :
 - Le succès de la Coupe du monde de rugby au 1^{er} trimestre, avec une contribution de + 80 points de base à la croissance ;
 - La modeste croissance interne, hors Coupe du monde de rugby, aux 1^{er} et 2^e trimestres (respectivement de + 2,3 % et + 2,5 %) imputable à la perte de plusieurs contrats en santé en Amérique du Nord au 4^e trimestre de l'exercice précédent et à la sortie d'un contrat important au milieu du 1^{er} trimestre de cette année.
 - **Les indicateurs clés de performance** sont encourageants :
 - La fidélisation clients est stable ;
 - Le développement commercial recule de - 10 points de base ;
 - La progression des ventes sur sites existants est forte, à + 70 points de base.
- La croissance interne du chiffre d'affaires de l'activité **Services Avantages & Récompenses** s'élève à + 4,0 %. Elle reste soutenue en Europe, à + 9,5 %. En Amérique latine, elle est cependant affectée par la faiblesse du Brésil, par rapport à une solide performance enregistrée au précédent exercice dans un environnement très concurrentiel.
- **Le résultat d'exploitation** progresse de + 5,9 %, générant **une marge d'exploitation** de 5,9 %, stable par rapport à l'exercice précédent, à taux de change constants et courants.
 - La marge d'exploitation des Services sur Site, hors effet de change, recule de - 10 points de base en raison de la hausse des coûts de couvertures santé aux États-Unis, représentant 14 points de base. Excluant cet élément, la marge aurait été en légère progression, l'amélioration des

segments Entreprises & Administrations et Santé & Seniors permettant de compenser la détérioration du segment Éducation.

- Les Services Avantages & Récompenses ont connu une forte augmentation des marges de + 160 points de base, à taux constants, en raison de gains d'efficacité opérationnelle liés à une vaste transformation digitale des back-offices ces dernières années et à un contrôle très strict des coûts au Brésil compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires.
- Les **autres charges opérationnelles nettes** s'établissent à 66 millions d'euros, globalement stables par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.
- Le **résultat net publié** de 378 millions d'euros augmente de + 3,8 %. Le BPA de base affiche une hausse de + 3,7 % et s'établit à 2,59 euros. Le **résultat net ajusté** s'élève à 424 millions d'euros, en hausse de + 2,8 %.
- Les **liquidités générées par les opérations** du semestre correspondent à une sortie de trésorerie de 243 millions d'euros, principalement en raison d'une augmentation des investissements à 268 millions d'euros, soit 2,3 % du chiffre d'affaires, de la réduction des délais de paiement au Royaume-Uni liés à l'implémentation du *Prompt Payment Code*, d'un décalage d'une échéance périodique dans les Services Avantages & Récompenses et d'une sortie de trésorerie liée à la Coupe du monde de rugby. En conséquence, le ratio d'endettement net¹ à la fin de la période est de 1,3x contre 1,2x à la fin du 1^{er} semestre de l'exercice précédent.
- L'engagement de Sodexo en matière de responsabilité d'entreprise continue d'être reconnue par la communauté financière. **Pour la 13^e année consécutive**, le Groupe figure en tête du **classement « Sustainability Yearbook » de SAM** et figure également dans la catégorie « or » d'EcoVadis. Sodexo reste par ailleurs le leader de son secteur d'activité dans l'indice **Dow Jones Sustainability Index (DJSI)**, **pour la 15^e année consécutive**. Le Groupe a par ailleurs été inclus dans l'**indice Bloomberg Gender-Equality 2020**, qui reconnaît l'engagement de l'entreprise à promouvoir les femmes au travail. Sodexo s'est également joint à l'initiative **The Valuable 500** qui place le handicap à l'ordre du jour des entreprises, en renforçant ses engagements en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap.

Perspectives

La pandémie de COVID-19 a commencé à produire des effets sur notre activité en Chine à partir de la deuxième quinzaine de janvier, avant de s'accroître rapidement dans le monde entier en février, le virus se propageant d'une région à l'autre et générant de plus en plus de mesures gouvernementales de sécurité pour limiter sa propagation.

Sodexo se coordonne à l'échelle mondiale, régionale et locale pour assurer la continuité de ses activités et appliquer ses plans en cas de pandémie afin de soutenir et de protéger ses employés et ses consommateurs dans l'ensemble de ses géographies. La santé et la sécurité des employés et des consommateurs est notre priorité absolue. Sodexo a renforcé les règles déjà existantes en matière de sécurité alimentaire, d'hygiène personnelle et de contrôle des infections.

La situation étant évolutive, les équipes suivent de près son développement et s'attachent à respecter les directives des institutions compétentes et des autorités locales.

A ce jour, **nous estimons** que les **Services sur Site** seraient impactés comme suit :

- Pour le **segment Éducation**, nous estimons que les Écoles pourraient réouvrir leurs portes progressivement au cours du dernier trimestre scolaire alors que la plupart des Universités resteraient fermées jusqu'à la prochaine rentrée.

¹ Nouvelle définition, voir Indicateurs Alternatifs de Performance

- Pour le **segment Entreprises & Administrations** :
 - En Sports & Loisirs, les volumes seraient fortement impactés sur le 2^e semestre ;
 - En Services aux Entreprises, la reprise des activités serait plus hétérogène en termes de calendrier et de scénarios ;
 - Les segments Energie & Ressources et Services aux Gouvernements ne devraient être que légèrement affectés.
- Le **segment Santé & Seniors** est actuellement plus légèrement impacté par rapport aux autres. Nous nous adaptons rapidement à la demande de nos clients dans un contexte sous tension.

Concernant les **Services Avantages & Récompenses**, nous anticipons une légère baisse d'activité liée à la mise en place des dispositifs de chômage partiel ainsi que des variations tant dans les flux d'émission que de remboursement, avec des retards ou des reports de trafic entre différents types de commerçants.

Au 9 avril 2020, au niveau du Groupe, nous modélisons une réduction du chiffre d'affaires au 2nd semestre de 2,4 à 2,8 milliards d'euros par rapport à l'exercice précédent¹.

Sodexo est également mobilisé pour assurer la continuité de ses activités et de ses résultats à travers un ensemble d'actions rigoureuses :

- une gestion proactive de nos frais de personnel pour s'adapter aux évolutions rapides de la situation, redéploiement d'équipes sur des sites en tension lorsque cela est possible, recours aux initiatives gouvernementales en faveur de l'emploi et contrôle renforcé des frais administratifs ;
- une gestion stricte de notre trésorerie et notamment un dialogue continu avec nos clients pour sécuriser les encaissements, un suivi quotidien des positions de trésorerie, un contrôle renforcé des dépenses et un respect des procédures de gestion centralisée de la trésorerie ;
- un report des dépenses d'investissement non strictement nécessaires et des opérations de fusions-acquisitions jusqu'à nouvel ordre.

À ce stade, après d'importantes mesures prises sur sites et la réduction des frais administratifs, nous estimons que l'impact sur le résultat d'exploitation se situerait autour de 25 % de la baisse du chiffre d'affaires.

Nous restons confiants quant à la solidité de notre situation financière et de notre position sur le marché, ainsi que des perspectives positives à moyen terme et du potentiel de Sodexo.

Le communiqué de presse et la présentation seront disponibles sur le site Internet du Groupe www.sodexo.com dans les rubriques « Dernières actualités » et « Finance - Résultats financiers ».

Calendrier financier de l'exercice 2019-2020

Chiffre d'affaires à neuf mois	7 juillet 2020
Résultats annuels	29 octobre 2020
Assemblée Générale	12 janvier 2021

*Ces dates sont purement indicatives et peuvent être modifiées sans préavis.
Des mises à jour régulières sont disponibles dans le calendrier sur notre site www.sodexo.com*

¹ Voir Hypothèses page 15 de ce document

À propos de Sodexo

Créé en 1966 à Marseille par Pierre Bellon, Sodexo est le leader mondial des services pour améliorer la Qualité de Vie, facteur essentiel de performance des individus et des organisations. Présent dans 67 pays, Sodexo sert chaque jour 100 millions de consommateurs avec une offre unique de Services sur Site, de Services Avantages & Récompenses et de Services aux Particuliers et à Domicile. Sodexo propose à ses clients une offre intégrée de services, fruit de plus de 50 ans d'expérience : de la restauration à l'accueil, la propreté, l'entretien et la maintenance technique des matériels et des installations, des services et des programmes stimulant l'engagement des collaborateurs aux solutions simplifiant et optimisant la gestion des déplacements et des frais professionnels, jusqu'aux services d'aide à domicile, de crèches et de conciergerie. La réussite et la performance de Sodexo reposent sur son indépendance, son modèle économique durable, ainsi que sur sa capacité à assurer le développement et l'engagement de ses 470 000 collaborateurs à travers le monde.

Sodexo est membre des indices CAC 40, FTSE 4 Good et DJSI.

Chiffres clés (au 31 août 2019)

22 milliards d'euros de chiffre d'affaires consolidé

470 000 collaborateurs

19^e employeur privé mondial

67 pays

100 millions de consommateurs chaque jour

9,4 milliards d'euros de capitalisation boursière (au 8 avril 2020)

Contacts

Analystes et Investisseurs

Virginia JEANSON

Tél. : +33 1 57 75 80 56

virginia.jeanson@sodexo.com

Médias

Mathieu SCARAVETTI

Tél. : +33 6 28 62 21 91

mathieu.scaravetti@sodexo.com

1

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
DU 1^{er} SEMESTRE 2019-2020**

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE 2019-2020

(Du 1^{er} septembre 2019 au 29 février 2020)

Chiffre d'affaires

CHIFFRES D'AFFAIRES PAR SEGMENT (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE RETRAITÉE	CROISSANCE INTERNE	CROISSANCE EXTERNE	EFFET DE CHANGE	VARIATION TOTALE
Entreprises & Administrations	6 186	5 645	+ 5,7 %	+ 8,0 %	+ 0,6 %	+ 1,0 %	+ 9,6 %
Santé & Seniors	2 538	2 552	-2,0 %	- 5,0 %	+ 2,5 %	+ 2,0 %	- 0,5 %
Éducation	2 528	2 420	+ 2,4 %	+ 0,6 %	+ 0,9 %	+ 3,0 %	+ 4,5 %
Services sur Site	11 252	10 617	+ 3,2 %	+ 3,2 %	+ 1,1 %	+ 1,7 %	+ 6,0 %
Services Avantages & Récompenses	443	430	+ 4,0 %	+ 4,0 %	+ 0,0 %	- 1,1 %	+ 3,0 %
Elimination	-3	-2					
TOTAL GROUPE	11 692	11 045	+ 3,2 %	+ 3,2 %	+ 1,1 %	+ 1,6 %	+ 5,9 %

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020 atteint 11,7 milliards d'euros, en hausse de + 5,9 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. L'effet de change sur la période est de + 1,6 %, en raison de la solidité du dollar compensant la baisse du réal brésilien dans les Services Avantages & Récompenses. La contribution des acquisitions nettes des cessions de filiales s'établit à + 1,1 %, toujours impactée par les acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. La croissance interne du chiffre d'affaires s'établit à + 3,2 %, dynamisée par la Coupe du monde de rugby au 1^{er} trimestre, par la croissance interne hors Coupe du monde de rugby des Services sur Site de + 2,3 % et de + 2,5 % respectivement aux 1^{er} et 2^e trimestres et par une croissance interne de + 4 % des Services Avantages & Récompenses.

Pour plus de détails sur les devises, reportez-vous à la page 17 de ce document.

Brexit :

Sodexo est présent au Royaume-Uni depuis 1988 et y emploie environ 35 000 personnes. Le Brexit ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les activités du Groupe. Sodexo est en effet un acteur local, qui travaille avec des fournisseurs et des salariés locaux, et très souvent pour les pouvoirs publics et services gouvernementaux. Des plans d'action ont été mis en place pour limiter les répercussions d'un éventuel « Hard Brexit » sur les prix et la disponibilité des denrées alimentaires. Nous avons observé un ralentissement des nouvelles opportunités de développement commercial. Cependant, la croissance des ventes sur sites existants reste solide.

Services sur Site

Dans les **Services sur Site**, la croissance interne du chiffre d'affaires s'établit à + 3,2 %, et reflète des indicateurs clés de performance encourageants :

- La fidélisation clients s'établit à 97,8 %, stable par rapport à l'exercice précédent ;
- Le développement commercial est de 2,9 %, en baisse de - 10 points de base ;
- La progression des ventes sur sites existants s'élève à 3,2 %, soit +70 points de base.

Services sur Site par région

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE RETRAITÉE
Amérique du Nord	5 100	4 937	- 0,4 %
Europe	4 388	4 066	+ 4,5 %
Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient	1 763	1 614	+ 10,8 %
TOTAL SERVICES SUR SITE	11 252	10 617	+ 3,2 %

En Amérique du Nord, la croissance interne est en baisse de - 0,4 %, redevenant positive au 2^e trimestre à + 0,2 %, après un recul de - 0,9 % au 1^{er} trimestre. Hors Amérique du Nord, la croissance interne du chiffre d'affaires des Services sur Site est de + 6,3 %, avec une forte performance de + 10,8 % en Afrique, Asie, Australie, Amérique latine et Moyen-Orient et une hausse de + 4,5 % en Europe, soit + 2,4 % hors Coupe du monde de rugby.

Entreprises & Administrations

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE RETRAITÉE
Amérique du Nord	1 658	1 571	+ 1,8 %
Europe	2 984	2 657	+ 5,3 %
Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient	1 544	1 418	+ 10,7 %
TOTAL ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS	6 186	5 645	+ 5,7 %

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020 en **Entreprises & Administrations** atteint **6,2 milliards d'euros**, soit une croissance interne de + 5,7 %.

En **Amérique du Nord**, la croissance interne du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre s'établit à + 1,8 %. La solidité du 2^e trimestre a plus que compensé la faiblesse du premier. D'une part, la croissance s'avère soutenue dans les Services aux Entreprises et les Services aux Gouvernements, portée par l'amélioration continue du contrat avec le Corps des Marines des États-Unis. Cette progression compense le recul du segment Sports & Loisirs affecté par l'impact continu de la sortie de certains contrats moins rentables. Le segment Énergie & Ressources a bénéficié du démarrage d'un contrat au 2^e trimestre, après l'arrivée à terme de plusieurs grands projets de construction.

En Europe, la croissance interne du chiffre d'affaires est en hausse de + 5,3 %, portée par la Coupe du monde de rugby au Japon, comptabilisée par l'entité spécialisée du Groupe au Royaume-Uni au 1^{er} trimestre. Excluant cet événement, la croissance interne reste stable à + 2,3 %. Bien que la croissance des Services aux Entreprises soit plus modeste que ces derniers trimestres, les segments Services aux Gouvernements et Énergie & Ressources sont en forte progression.

En Afrique, Asie, Australie, Amérique latine et Moyen-Orient, la croissance interne du chiffre d'affaires s'accélère à + 10,7 %, reflétant une croissance soutenue des ventes sur sites existants et des nouvelles signatures dans les segments Services aux Entreprises et Énergie & Ressources, notamment dans le secteur minier. L'effet du COVID-19 en Chine a été absorbé par la très forte croissance enregistrée jusqu'à la fin du mois de décembre.

Santé & Seniors

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE RETRAITÉE
Amérique du Nord	1 555	1 571	- 4,6 %
Europe	819	836	+ 0,5 %
Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient	164	144	+ 15,4 %
TOTAL SANTÉ & SENIORS	2 538	2 552	- 2,0 %

Le chiffre d'affaires du segment **Santé & Seniors** s'élève à **2,5 milliards d'euros**, soit une croissance interne de - 2,0 %.

En **Amérique du Nord**, la croissance interne s'établit à - 4,6 % en raison de l'impact de la perte de plusieurs contrats hospitaliers par rapport au 4^e trimestre de l'exercice 2018-2019 et du fait d'une sortie importante de contrat au 1^{er} trimestre de l'exercice 2019-2020. Le développement progresse lentement en raison d'une approche plus sélective dans notre pipeline commercial, permettant la signature de nouveaux contrats plus robustes. La croissance organique en Seniors reste solide.

En **Europe**, la croissance interne atteint + 0,5 %, freinée par le manque de nouvelles opportunités commerciales dans ce segment, résultant en un développement net négatif dans la plupart des pays. Dans le même temps, la croissance des ventes sur sites existants s'avère solide, notamment en Europe du Nord. Au cours de la période, Sodexo a également signé un contrat avec Elsan pour assurer les services de restauration et le nettoyage de ses 78 hôpitaux privés en France.

En **Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient**, la croissance interne du chiffre d'affaires est restée forte, à + 15,4 %. Cette performance reflète l'ouverture de nouveaux contrats au Brésil et en Asie, et une forte croissance des ventes sur sites existants dans toutes les régions.

Éducation

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE RETRAITÉE
Amérique du Nord	1 887	1 795	+ 1,4 %
Europe	585	573	+ 5,9 %
Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient	55	52	+ 3,6 %
TOTAL ÉDUCATION	2 528	2 420	+ 2,4 %

Le chiffre d'affaires en **Education** s'établit à 2,5 milliards d'euros, en hausse de + 2,4 %.

En **Amérique du Nord**, la croissance interne s'inscrit en hausse de + 1,4 %. Alors que les nouvelles signatures au cours de l'exercice 2018-2019 ont été neutres, les ventes sur sites existants ont été stimulées par l'inflation, une journée universitaire supplémentaire et une croissance des volumes dans les écoles. Celle-ci a toutefois été partiellement atténuée par des volumes plus faibles sur les formules d'abonnement de repas en Universités au cours du 1^{er} semestre.

En **Europe**, la croissance interne atteint + 5,9 %. En France, le ralentissement de la croissance au 2^e trimestre s'explique par une base comparable moins favorable du fait du contrat dans les écoles du département des Yvelines démarré en janvier 2019 et par l'impact des grèves. Le reste de la région a connu une croissance robuste au Royaume-Uni et en Italie, où la solidité des nouvelles signatures a compensé cinq jours ouvrables en raison d'un effet calendaire des vacances de deux jours et de trois jours liés à la fermeture des écoles du fait du COVID-19.

En **Afrique, Asie, Australie, Amérique latine et Moyen-Orient**, la croissance interne s'élève à **+ 3,6 %**. Après la forte croissance à deux chiffres du 1^{er} trimestre, l'activité a été sévèrement affectée par les manifestations à Hong Kong, puis par la fermeture de toutes les écoles en Chine.

Services Avantages & Récompenses

Le chiffre d'affaires de l'activité **Services Avantages & Récompenses** s'élève à 443 millions d'euros, soit une croissance interne de + 4,0 %.

Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE
Avantages aux salariés	348	341	+ 3,2 %
Diversification de services	96	88	+ 7,2 %
SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	443	430	+ 4,0 %

Les Avantages aux salariés augmentent de + 3,2 %, pour un volume d'émission de 6,9 milliards d'euros, en hausse de + 5,2 %. La croissance interne de la Diversification de services atteint + 7,2 %, avec une forte croissance à deux chiffres en Mobilité & Frais professionnels ainsi qu'en services Santé & Bien-être aux Entreprises qui compensent un faible démarrage de l'activité Incentive & Recognition en raison d'une rationalisation des contrats.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE
Europe, Asie et États-Unis	270	244	+ 9,5 %
Amérique latine	173	186	- 3,1 %
SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	443	430	+ 4,0 %

En Europe, Asie et États-Unis, la croissance interne du chiffre d'affaires reste solide à **+ 9,5 %**, grâce à une performance à deux chiffres, particulièrement soutenue des activités traditionnelles dans les avantages aux salariés en Asie et sur de nombreux marchés européens. Rydoo, solution intégrée de gestion des déplacements et des dépenses, poursuit son développement solide, tout comme les offres Santé et bien-être aux Entreprises.

La croissance interne du chiffre d'affaires **en Amérique latine** a diminué de **- 3,1 %**. Au Brésil, le marché a été affecté par la baisse des taux d'intérêt, un environnement plus concurrentiel et des volumes d'émissions stables. La dynamique dans le reste de la région reste solide.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE (en millions d'euros)	S1 2019-2020	S1 2018-2019	CROISSANCE INTERNE
Chiffre d'affaires opérationnel	412	394	+ 5,4 %
Chiffre d'affaires financier	31	36	- 11,3 %
SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	443	430	+ 4,0 %

Au 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020, **le chiffre d'affaires opérationnel** augmente de **+ 5,4 %**. **Le chiffre d'affaires financier** baisse de **- 11,3 %**, principalement sous l'effet de la forte baisse des taux d'intérêt au Brésil depuis le mois d'août 2019.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020 atteint 685 millions d'euros, en hausse de + 5,9 %, soit + 4,3 % hors effet de change. Ainsi, la marge d'exploitation s'établit à 5,9 %, stable par rapport à l'exercice précédent, à taux de change constants et courants. L'effet positif de la première application d'IFRS 16 sur le résultat d'exploitation s'élève à 2 millions d'euros.

Résultat d'exploitation par activité

(en millions d'euros)	RÉSULTAT D'EXPLOITATION S1 2019-2020	VARIATION	VARIATION (HORS EFFET DE CHANGE)	MARGE D'EXPLOITATION S1 2019-2020	VARIATION DE MARGE	VARIATION DE MARGE (HORS EFFET DE CHANGE)
Entreprises & Administrations	245	+ 19,6 %	+ 17,9 %	4,0 %	+ 40 pbs	+ 30 pbs
Santé & Seniors	160	- 1,2 %	- 3,8 %	6,3 %	=	=
Education	211	- 1,6 %	- 4,7 %	8,4 %	- 50 pbs	- 60 pbs
SERVICES SUR SITE	616	+ 6,0 %	+ 3,4 %	5,5 %	+ 0 pbs	- 10 pbs
SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	134	+ 6,7 %	+ 9,8 %	30,2 %	+ 110 pbs	+ 160 pbs
Frais de Direction Générale et éliminations intra-groupe	- 64	- 5,8 %	- 5,4 %			
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	685	+ 5,9 %	+ 4,3 %	5,9 %	+ 0 pbs	+ 0 pbs

La marge d'exploitation des Services sur Site du 1^{er} semestre, hors effet de change, diminue de - 10 points de base. Elle a été affectée par le coût globalement plus élevé des couvertures santé aux États-Unis représentant 14 points de base.

La performance par segment se présente comme suit :

- **Entreprises & Administrations** : le résultat d'exploitation s'accroît de + 17,9 %, avec une forte croissance particulièrement en Europe, Asie et Amérique latine. La marge d'exploitation augmente de + 30 points de base.
- **Santé & Seniors** : le résultat d'exploitation diminue de - 3,8 % et la marge est stable. En excluant l'impact de la hausse des coûts des couvertures santé, la marge augmente de + 21 points de base. La perte de contrats en Amérique du Nord a été compensée par l'amélioration de la productivité grâce à une meilleure exécution au niveau des frais de personnel et des coûts alimentaires et, d'une manière générale, grâce à une gestion plus rigoureuse des indicateurs STEP de performance opérationnelle. L'inflation est couverte par les augmentations de prix.
- **Éducation** : le résultat d'exploitation recule de - 4,7 % et la marge de - 60 points de base. Un tiers de cette baisse de marge est due à la hausse des coûts des couvertures santé. Le solde est imputable aux grèves en France (- 20 points de base) et à une faible productivité en Amérique du Nord. En Universités, l'inflation a été répercutée sur les clients, dont l'effet a été atténué par une baisse des volumes, en particulier au 1^{er} trimestre.

Dans les **Services Avantages & Récompenses**, hors effet de change, le résultat et la marge d'exploitation sont en hausse respectivement de + 9,8 % et de + 160 points de base. Cette amélioration de la marge est due à des gains d'efficacité opérationnelle liés à une vaste transformation digitale des back-offices ces dernières années et un contrôle très strict des coûts au Brésil compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires. Toutefois, la faiblesse du réal brésilien par rapport à l'exercice précédent a eu un impact négatif sur la marge publiée, en recul de - 50 points de base.

Résultat net part du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2019-2020	S1 2018-2019	VARIATION	VARIATION À TAUX CONSTANT
Chiffre d'affaires	11 692	11 045	+ 5,9 %	+ 4,3 %
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	685	647	+ 5,9 %	+ 4,3 %
Autres charges opérationnelles nettes	(66)	(69)		
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	619	578	+ 7,2 %	+ 5,5 %
Résultat financier net	(67)	(54)		
Taux effectif d'impôt	29,3 %	28,8 %		
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	378	364	+ 3,8 %	+ 1,8 %
Bénéfice net par action <i>(en euros)</i>	2,59	2,50	+ 3,7 %	
RÉSULTAT NET AJUSTÉ	424	413	+ 2,8 %	+ 1,0 %
Bénéfice net ajusté par action <i>(en euros)</i>	2,91	2,84	+ 2,6 %	

Les **autres charges opérationnelles nettes** s'élèvent à 66 millions d'euros, globalement stables par rapport à l'exercice précédent. Suite à la mise en place de notre initiative Fit for the Future, les coûts de restructuration au 1^{er} semestre se sont élevés à 33 millions d'euros, contre 19 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Cette augmentation est néanmoins compensée par une baisse des amortissements et dépréciations des relations clientèle et des marques, qui atteignent 20 millions d'euros, contre 43 millions d'euros au 1^{er} semestre de l'exercice 2018-2019, en raison de dépréciations de marques supérieures à la normale lors de l'exercice précédent.

Le **résultat d'exploitation** s'établit ainsi à 619 millions d'euros, en hausse de + 7,2 %.

Les **charges financières nettes** augmentent de 13 millions d'euros cette année, principalement en raison de la première application de la norme IFRS 16 pour 11 millions d'euros. Suite au recours accru aux billets de trésorerie aux taux court terme euros, le coût pondéré de la dette était de 2,2 % au 29 février 2020, contre 2,6 % au 31 août 2019 et 2,3 % à la fin du 1^{er} semestre 2019.

Le **taux effectif d'imposition** est de 29,3 %.

La contribution revenant aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 17 millions d'euros, contre 11 millions d'euros pour la même période précédente. Le **résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 378 millions d'euros, en hausse de + 3,8 %, soit + 1,8 % hors effet de change positif. Le **BPA à 2,59 euros** est en hausse de + 3,7 %.

Le **résultat net ajusté** (des autres produits et charges opérationnels à un taux d'imposition normalisé) s'établit à 424 millions d'euros, en progression de + 2,8 % ou + 1,0 % hors effet de change. Le **BPA ajusté affiche une hausse de + 2,6 % et s'établit à 2,91 euros**.

Situation financière du Groupe

Variation des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2019-2020	RECLASSEMENT IMPACT IFRS 16	HORS IFRS 16	S1 2018-2019
Autofinancement	791	(120)	672	648
Variation du BRF hors variation des actifs financiers des Services Avantages & Récompenses*	(647)		(647)	(428)
Paie ment de loyers IFRS 16	(120)	120	0	-
Investissements opérationnels nets	(268)		(268)	(205)
LIQUIDITÉS GÉNÉRÉES PAR LES OPÉRATIONS (LGO)	(243)	0	(243)	14
Acquisitions nettes	(13)		(13)	(234)
Programme de rachats d'actions	(39)		(39)	12
Dividendes versés aux actionnaires	(425)		(425)	(403)
Autres variations (dont périmètre et change)	(140)		(140)	32
(AUGMENTATION)/REDUCTION DE L'ENDETTEMENT NET depuis le 31 août	(860)	0	(860)	(579)

* Hors variation des actifs financiers de l'activité Services Avantages & Récompenses (+ 104 M€ au S1 2019-2020 et + 55 M€ au S1 2018-2019).

Variation totale du fonds de roulement tel que publié dans les comptes consolidés :

S1 2019-2020 de (543) M€ = (647) M€ + 104 M€ et S1 2018-2019 : (373) M€ = (428) M€ + 55 M€

Au cours de l'exercice 2019-2020, le Groupe a commencé à appliquer la norme IFRS 16. Le Groupe ne considère pas que le nouveau traitement comptable introduit par IFRS 16 modifie la nature de ses contrats de location. Par conséquent, pour garantir que les mesures de performance du Groupe continuent de refléter au mieux ses performances opérationnelles, le Groupe considère les remboursements de dettes de location comme des éléments opérationnels ayant un impact sur les liquidités générées par les opérations (LGO). Par conséquent, la formule de la LGO a été ajustée afin d'inclure les paiements de location présentés en tant que remboursements des dettes de location au sein des activités de financement dans le tableau de flux de trésorerie IFRS 16.

Hors impact d'IFRS 16, l'autofinancement s'élève à 672 millions d'euros, en hausse de + 3,7 % par rapport à l'exercice précédent. La variation habituelle négative sur le 1^{er} semestre du besoin en fonds de roulement de 647 millions d'euros s'explique principalement par la différence des niveaux d'activité entre le 31 août et le 29 février. Toutefois, cette variation saisonnière a été exacerbée par une combinaison de facteurs tels que la mise en œuvre rapide du Prompt Payment Code au Royaume-Uni, un décalage d'une échéance périodique dans les Services Avantages & Récompenses l'année dernière et une sortie de trésorerie liée à la Coupe du monde de rugby.

Conformément aux attentes, les investissements opérationnels nets ont fortement progressé à 268 millions d'euros sur la période, soit 2,3 % du chiffre d'affaires, contre 205 millions d'euros au 1^{er} semestre de l'exercice 2018-2019, soit 1,9 % du chiffre d'affaires.

Les liquidités générées par les opérations (LGO) ressortent ainsi à 243 millions d'euros.

Les acquisitions et cessions nettes de filiales reculent à un très bas niveau de 13 millions d'euros après les niveaux plus élevés des exercices précédents. Les rachats d'actions liés à la couverture des attributions d'actions de performance ont été plus importants au cours de ce 1^{er} semestre. Les autres décaissements sont principalement liés à des impacts de change défavorables, en particulier du fait de la faiblesse du réal brésilien.

En conséquence, l'endettement net consolidé a augmenté de 860 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2018-2019 pour s'établir à 2 074 millions d'euros au 29 février 2020.

Acquisitions de la période

Le Groupe a réalisé plusieurs acquisitions mineures, moyennant un prix d'acquisition total de 13 millions d'euros net au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020.

Le chiffre d'affaires généré par les acquisitions durant la période a contribué pour 1,1 % à la croissance du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020, principalement en raison d'acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. Compte tenu de la décision de suspendre l'activité de fusions-acquisitions, la contribution des acquisitions au cours des deux prochains trimestres sera négligeable.

Bilan synthétique Groupe au 29 février 2020

(en millions d'euros)	29 FÉVRIER 2020	28 FÉVRIER 2019	(en millions d'euros)	29 FÉVRIER 2020	28 FÉVRIER 2019
Actif non courant	10 949	9 147	Capitaux propres	4 098	3 999
Actif courant hors trésorerie	5 926	5 581	Participations ne donnant pas le contrôle	48	46
Fonds réservés Services Avantages & Récompenses	563	577	Passif non courant	6 058	4 615
Actifs financiers Services Avantages & Récompenses	426	458	Passif courant	9 345	9 055
Trésorerie	1 685	1 950			
TOTAL ACTIF	19 549	17 714	TOTAL PASSIF	19 549	17 714
			ENDETTEMENT BRUT hors IFRS16	4 697	4 753
			ENDETTEMENT NET hors IFRS16	2 074	1 839
			TAUX D'ENDETTEMENT	50 %	45 %
			RATIO D'ENDETTEMENT NET¹	1,3	1,2

Au cours de l'exercice 2019-2020, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16. Par conséquent, au bilan, le Groupe comptabilise dorénavant un droit d'utilisation des actifs loués à l'actif et une dette locative correspondante au passif, représentant la valeur actualisée des paiements locatifs futurs. Ainsi, un droit d'utilisation de 1 495 millions d'euros a été comptabilisé à l'actif à la date de transition pour un montant égal à la dette de location, amorti sur la durée du bail. À la date de clôture du 29 février 2020, ce droit d'utilisation s'élevait à 1 397 millions d'euros.

¹ Nouvelle définition, voir indicateurs alternatifs de performance

Hors IFRS 16, au 29 février 2020, la dette nette est de 2 074 millions d'euros et représente un taux d'endettement de 50 %, contre 45 % au 28 février 2019, et un ratio d'endettement net¹ de 1,3 compris dans la fourchette cible du Groupe (entre 1 et 2).

Si les obligations locatives au titre d'IFRS 16 étaient incluses dans la dette financière du Groupe, le taux d'endettement serait de 84 % et le ratio d'endettement net de 2,0.

Malgré le niveau traditionnellement plus élevé de la dette à la fin du 1^{er} semestre, la situation financière du Groupe reste solide. À la fin de la période, le total des lignes de crédit non utilisées dont dispose le Groupe s'élève à 1,8 milliard d'euros.

La trésorerie opérationnelle atteint 2 623 millions d'euros au 29 février 2020, dont 51 millions d'euros de découverts bancaires. La trésorerie opérationnelle des Services Avantages & Récompenses s'élève à 2 246 millions d'euros, dont 563 millions d'euros de fonds réservés et 426 millions d'euros d'actifs financiers à plus de 3 mois.

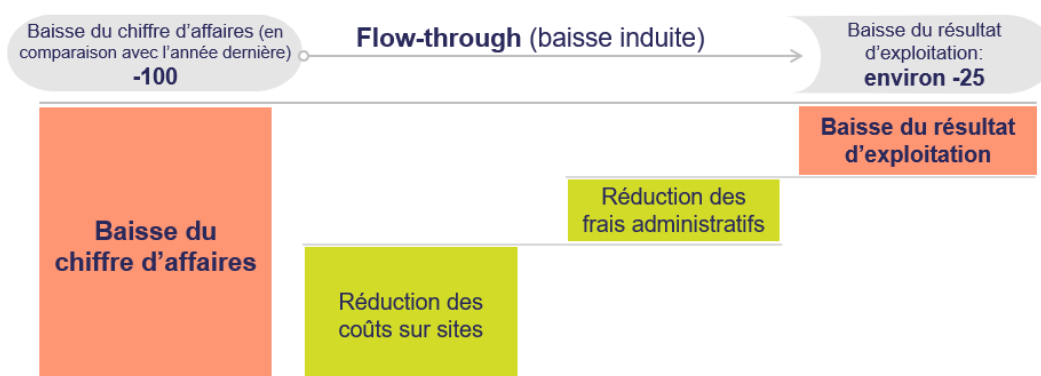
Événements postérieurs à la clôture

■ Hypothèses COVID-19

Au 9 avril 2020, au niveau du Groupe, nous modélisons une réduction du chiffre d'affaires au 2^e semestre de 2,4 à 2,8 milliards d'euros par rapport à l'exercice précédent

	Q3	Q4	H2
Entreprises & Administrations	30 %	15 %	25 %
Dont Services aux Entreprises	30 %	10 %	20 %
Dont Sports & Loisirs	85 %	75 %	80 %
Education	60 %	40 %	55 %
Dont Ecoles	70 %	30 %	55 %
Dont Universités	60 %	50 %	55 %
Santé & Seniors	8 %	5 %	6 %
Avantages & Récompenses	20 %	10 %	15 %
Groupe	33 %	15 %	25 %

Nous estimons que l'impact sur le résultat d'exploitation se situerait autour de 25 % de la baisse du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent.



¹ Nouvelle définition, voir indicateurs alternatifs de performance

Transactions entre parties liées

- Les principales transactions entre parties liées sont présentées dans les Notes 6.4.12 des comptes consolidés du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes ne sont pas sensiblement différents de ceux décrits dans la section « Gestion des risques » du Document d'Enregistrement Universel 2018-2019 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 21 novembre 2019. Toutefois, compte tenu de la crise actuelle du COVID-19, nous pensons que cette crise fait courir un risque supplémentaire au Groupe en raison des incertitudes entourant la durée et des effets de la pandémie de COVID-19 dans chacun des pays dans lesquels nous opérons.

Caractère imprévisible de la durée et des effets de la pandémie actuelle de COVID-19	
Caractère imprévisible de l'impact économique, de la durée et de l'ampleur de la pandémie actuelle de COVID-19	
Délai de risque : risque externe à court terme	
Impact	Exemples d'activités d'atténuation
<p>Une incapacité des autorités sanitaires des pays à ralentir la propagation du virus combinée à de longues périodes de confinement, où les populations de pays entiers sont confinées au sein de leur foyer, pourrait s'accompagner des conséquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● un grand nombre de collaborateurs de Sodexo déclarés malades en même temps ; ● la fermeture totale ou partielle de sites clients sur une période plus longue, ce qui entraîne la non-prestation de services aux clients et la baisse ou l'absence de chiffre d'affaires généré par ces sites. Par exemple, en Éducation, certains pays ne rouvriront pas les écoles ou les universités pour le reste de l'année scolaire ; ● le report de grands événements, tels que les Jeux olympiques, a conduit au report de chiffre d'affaires ; ● la capacité réduite de redéployer les collaborateurs de première ligne qui ne peuvent pas travailler à domicile ; ● une réduction de la rentabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> ● l'utilisation appropriée des équipements de protection individuelle ● un renforcement des règles existantes en matière de sécurité alimentaire, d'hygiène personnelle et de contrôle des infections ; ● une gestion précise et proactive de nos effectifs afin de s'adapter aux évolutions rapides de la situation ; ● un suivi rigoureux de l'exécution de nos services, doublé d'une solide gestion des contrats dont la renégociation des termes et conditions ; ● une veille de tous les recours possibles auprès des pouvoirs publics par rapport aux impôts directs et taxes indirectes, aux charges sociales et aux fonds d'aide aux salariés ; ● un contrôle strict des frais commerciaux, généraux et administratifs.

- Veuillez également prendre note des litiges mentionnés à la note 6.4.13 des états financiers consolidés du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020.
- Sodexo prend acte de la décision du 17 décembre 2019 de l'Autorité de la concurrence française de sanctionner plusieurs émetteurs de cartes-restaurant en France pour des pratiques mises en œuvre dans ce secteur, dont Sodexo Pass France. Sodexo conteste avec la plus grande fermeté cette décision qui témoigne d'une appréciation totalement erronée des pratiques en cause et du fonctionnement du marché. En effet, Sodexo réfute le caractère anticoncurrentiel des échanges d'informations via la Centrale de Règlement des Titres, lesquels ne présentaient pas de caractère

stratégique. Le grief de verrouillage du marché est tout aussi injustifié dès lors notamment que le marché est caractérisé par l'entrée de plusieurs nouveaux acteurs. Par conséquent, Sodexo a décidé de faire appel de cette décision.

Le Groupe, après consultation de ses conseils juridiques, considère qu'il dispose d'arguments sérieux pouvant conduire à une annulation ou une réformation de la décision de l'Autorité de la concurrence. En conséquence, aucune provision n'a été constatée au titre de ce contentieux.

Effet de change

- Il convient de préciser que les fluctuations monétaires n'entraînent pas de risques opérationnels dans la mesure où les chiffres d'affaires et les coûts des filiales sont libellés dans les mêmes devises. Cependant, compte tenu du poids des Services Avantages & Récompenses au Brésil et du niveau élevé des marges par rapport au Groupe, toute baisse du réal brésilien face à l'euro pèse sur la marge d'exploitation en raison d'une variation du mix de marges. À l'inverse, en cas de hausse du réal brésilien, les marges du Groupe augmentent.

1€=	TAUX MOYEN S1 2019-2020	TAUX MOYEN S1 2018-2019	TAUX MOYEN S1 19-20 VS. S1 18-19	TAUX DE CLÔTURE S1 2019-2020 AU 29/02/2020	TAUX DE CLÔTURE 2018-2019 AU 31/08/19	TAUX DE CLÔTURE VARIATION 28/02/2020 VS. 31/08/19
DOLLAR US	1,105	1,145	+ 3,7 %	1,098	1,104	+ 0,5 %
LIVRE STERLING	0,862	0,887	+ 2,9 %	0,853	0,906	+ 6,2 %
REAL BRÉSILIEN	4,602	4,398	- 4,4 %	4,923	4,588	- 6,8 %

Sodexo exerçant ses activités dans 67 pays, la proportion des devises les plus significatives dans le chiffre d'affaires et dans le résultat d'exploitation est la suivante :

(S1 2019-2020)	% DU CHIFFRE D'AFFAIRES	% DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION
DOLLAR US	42 %	53 %
EURO	25 %	2 %
LIVRE STERLING	8 %	9 %
REAL BRÉSILIEN	5 %	15 %

L'effet de change est déterminé en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent aux montants de l'exercice en cours, à l'exception des économies en situation d'hyperinflation où tous les chiffres sont convertis au dernier taux de clôture pour les deux périodes lorsque l'impact est important.

De ce fait, pour le calcul de la croissance interne des Services Avantages & Récompenses, les montants en peso argentin pour les premiers semestres pour les exercices 2019-2020 et 2018-2019 ont été convertis au taux de change de 1 EUR = 68,248 ARS contre 44,045 ARS pour l'exercice 2018-2019.

IFRS 16 “Contrats de location”

Nouvelle norme comptable appliquée au 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020

- Sodexo a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} septembre 2019 selon la méthode de transition dite « rétrospective modifiée », **sans retraitement des périodes comparatives**, conformément aux dispositions transitoires prévues par la norme.
- Le modèle dual lié à IAS 17¹ est remplacé par un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs, conduisant à comptabiliser au bilan l'ensemble des contrats de location, sauf exemptions.
- Les principales transactions impactées portent sur les locations d'actifs immobiliers (bâtiments administratifs principalement) et la composante locative des contrats de concession.
- Impact de la première application constatée au bilan d'ouverture au 1^{er} septembre 2019 :
+ 1 495 millions d'euros
 - Comptabilisation d'une dette locative, correspondant à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes (y compris les redevances minimum garanties prévues dans les contrats de concessions) restant à effectuer sur la durée de location ;
 - Reconnaissance d'un droit d'utilisation à l'actif pour le même montant ;
 - Aucun impact sur les capitaux propres.
- **Principales incidences sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020**
 - Impact non significatif sur le résultat d'exploitation ;
 - Comptabilisation d'une charge d'intérêts supplémentaire, impactant significativement le résultat financier ;
 - Aucun impact sur les flux de trésorerie ; seule la présentation du tableau de flux de trésorerie statutaire est modifiée.

Plus d'informations sont disponibles dans les comptes consolidés, notes 6.2.2 et 6.4.11.

Impact sur les états financiers consolidés du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020

Impact sur le compte de résultat

Millions €	S1 2019-2020			S1 2018-2019
	Post-IFRS 16 (publié)	Impact IFRS 16	Pré-IFRS 16	IAS 17
Résultat d'exploitation	685	2	683	647
Résultat financier	(67)	(11)	(56)	(54)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	556	(9)	565	526

¹ Jusqu'au 31 août 2019, seuls les contrats de location-financement étaient reconnus au bilan ; les contrats de location simple étaient présentés hors bilan.

- À compter du 1^{er} septembre 2019, la charge de loyers (location simple) a été remplacée par :
 - Une dotation aux amortissements du droit d'utilisation relatif aux contrats de location ;
 - Une charge d'intérêts sur la dette locative associée.
- L'impact sur le résultat d'exploitation correspond à la différence entre la charge de loyers fixes annulée et l'amortissement du droit d'utilisation comptabilisé.

Impact sur le bilan

Millions €	1 SEPTEMBRE 2019	S1 2019-2020 CHANGE	29 FÉVRIER 2020
Droit d'utilisation relatifs aux contrats de location	1 495	(98)	1 397
Dettes locatives	1 495	(91)	1 404

- Le droit d'utilisation concerne principalement les sites et espaces exploités par le Groupe dans le cadre des concessions, ainsi que les terrains et bâtiments.
- Au 29 février 2020, les dettes locatives s'élèvent à 1 404 millions d'euros, dont 1 168 millions d'euros de dettes locatives non courantes et 237 millions d'euros de dettes locatives courantes.

Impact sur le tableau de flux de trésorerie statutaire

Millions €	S1 2019-2020			S1 2018-2019
	POST-IFRS 16 (publié)	IMPACT IFRS 16	PRÉ-IFRS 16	IAS 17
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	248	120	128	275
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(307)	-	(307)	(450)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(14)	(120)	106	343
Variation de trésorerie	(73)	-	(73)	169

- Pas d'incidence sur la variation nette des flux de trésorerie, mais changement de présentation du tableau de flux de trésorerie statutaire.
- Les paiements de loyers précédemment présentés dans les flux de trésorerie opérationnels sont partiellement reclassés au sein des flux liés aux activités de financement (remboursement du principal de la dette locative).

Impact sur les indicateurs alternatifs de performance du 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020

Le Groupe considère que le nouveau traitement comptable introduit par IFRS 16 ne modifie pas la nature opérationnelle de ses contrats de location.

En conséquence, afin de garantir que les indicateurs de performance du Groupe continuent de refléter au mieux sa performance opérationnelle, le Groupe considère le flux de remboursement des dettes locatives comme un élément opérationnel, impactant les Liquidités générées par les

opérations¹. Par conséquent, l'indicateur LGO présenté pour le 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020 est préparé de manière cohérente par rapport à la LGO présentée pour le 1^{er} semestre de l'exercice 2018-2019.

De manière cohérente, les dettes locatives ne sont pas incluses dans la dette nette (traitées comme des éléments opérationnels). Cependant, des informations supplémentaires sont fournies ci-après pour faciliter la comparaison avec des indicateurs similaires utilisés par d'autres groupes.

Impact sur les indicateurs alternatifs de performance

Millions €	S1 2019-2020	S1 2018-2019
Liquidités générées par les opérations (LGO)	(243) ⁽¹⁾	14
EBITDA ajusté (12 mois glissants)	1 617 ⁽²⁾	1 495
Endettement brut	4 ,697 ⁽³⁾	4 753
Endettement net	2 074 ⁽⁴⁾	1 839
Taux d'endettement net	50 % ⁽⁵⁾	45 %
Ratio d'endettement net (Endettement net/EBITDA ajusté)	1,3 ⁽⁶⁾	1,2

- Compte tenu de la position ci-dessus, la définition et le calcul de la plupart de nos indicateurs restent inchangés.
- La mise en œuvre d'IFRS 16 et de notre position présentée ci-dessus nous a conduit à revoir notre indicateur EBITDA dorénavant ajusté :
 - L'EBITDA ajusté correspond au résultat d'exploitation avant dépréciations et amortissements mais inclut la sortie de trésorerie correspondant aux loyers payés, et est calculé sur 12 mois glissants aux fins du calcul du ratio d'endettement net.
 - La direction du Groupe estime que l'EBITDA ajusté fournit aux lecteurs une information plus pertinente car elle est alignée sur le suivi de la performance interne et plus conforme aux pratiques du marché.

Le tableau ci-dessous fournit des informations sur ce qu'auraient été nos indicateurs alternatifs de performance au 1^{er} semestre de l'exercice 2019-2020, si nous avons considéré les opérations de location comme des éléments de financement plutôt qu'opérationnels :

(1) Liquidités générées par les opérations (LGO) :	(123)
(2) EBITDA ajusté (12 mois glissants) :	1 748
(3) Endettement brut :	6 101
(4) Endettement net :	3 478
(5) Taux d'endettement :	84 %
(6) Ratio d'endettement net :	2.0

¹ Ainsi, tous les paiements locatifs sont reflétés dans la LGO, indépendamment de leur nature fixe ou variable

Retraitements inter-segments

Depuis le début de l'exercice 2019-2020, dans certains pays européens et asiatiques, des contrats ont été réaffectés de la Santé & Seniors à l'Éducation et aux Entreprises & Administrations.

Compte tenu du faible impact de ces changements, les chiffres pro forma pour l'exercice 2018-2019 ne sont pas nécessaires. Les effets sont détaillés ci-dessous. La croissance interne pour l'exercice 2019-2020 et les variations de la marge d'exploitation seront ajustées pour tenir compte de ces changements.

Les ajustements utilisés pour les retraitements de chaque trimestre de l'exercice 2018-2019 sont fournis ci-dessous.

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2018-2019			T1 2018-2019			T2 2018-2019			T3 2018-2019			T4 2018-2019		
	B&A	HC	EDU	B&A	HC	EDU	B&A	HC	EDU	B&A	HC	EDU	B&A	HC	EDU
Amérique du Nord															
Europe	221	-143	-78	59	-36	-23	56	-36	-20	58	-35	-23	48	-37	-11
Afrique, Asie, Australie, Amérique latine, Moyen-Orient	17	-17		4	-4		4	-4		4	-4		5	-5	
GROUPE	238	-160	-78	63	-40	-23	60	-40	-20	62	-39	-23	52	-41	-11

Glossaire

Taux de fidélisation clients du premier semestre

Le taux de fidélisation clients du premier semestre correspond au montant total de chiffre d'affaires du premier semestre généré par les activités avec les clients existants au cours de l'exercice précédent comparé au montant total de chiffre d'affaires de l'exercice. Le taux de fidélisation clients diminue progressivement de mois de mois, au fur et à mesure de la perte d'activité sur l'exercice.

Taux de développement du premier semestre

Le taux de développement du premier semestre est le chiffre d'affaires annualisé estimé se rapportant aux nouveaux contrats signés au cours du premier semestre divisé par le chiffre d'affaires annuel de l'exercice précédent. Le taux de développement augmente progressivement de mois en mois, au fur et à mesure que de nouveaux contrats sont gagnés au cours de l'exercice.

Taux de croissance sur sites comparables

Le taux de croissance sur sites comparables du premier semestre correspond à la hausse de chiffre d'affaires des sites ayant contribué au chiffre d'affaires consolidé au cours des deux premiers semestres de l'exercice précédent et de l'exercice en cours. Ce taux inclut également la croissance générée par les grands événements sportifs.

Définitions des indicateurs alternatifs de performance

Coût pondéré de la dette

Le coût pondéré de la dette est calculé en fin de période et correspond à la moyenne pondérée du taux de financement sur la dette financière (incluant les instruments dérivés et les bons de trésorerie) et les soldes de cash-pooling en fin de période.

Croissance hors effet de change

		S1 2019-2020	S1 2018-2019
Taux d'endettement net	Endettement brut ⁽¹⁾ – trésorerie opérationnelle ⁽²⁾	50 %	45%
	Capitaux propres et intérêts minoritaires		
Ratio d'endettement net	Endettement brut ⁽¹⁾ – trésorerie opérationnelle ⁽²⁾	1,3	1,2
	Résultat d'exploitation avant dépréciations et amortissements (EBITDA ajusté sur 12 mois glissants) ⁽³⁾		

Définitions des ratios financiers

		S1 2019-2020	S1 2018-2019
⁽¹⁾ Endettement brut	Dettes financières non courantes	3 928	3 576
	+ dettes financières courantes hors découverts bancaires	796	1 189
	- instruments financiers dérivés à l'actif	(27)	(13)
		4 697	4 753
⁽²⁾ Trésorerie opérationnelle	Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 685	1 950
	+ actifs financiers de l'activité Services Avantages & Récompenses	989	1,035
	- découverts bancaires	(51)	(72)
		2 623	2 914
⁽³⁾ Résultat d'exploitation avant dépréciations et amortissements (EBITDA ajusté sur 12 mois glissants)	Résultat d'exploitation (S2 2018-2019 + S1 2019-2020)	1 237	1 148
	+ dépréciations et amortissements hors IFRS 16 (S2 2018-2019 + S1 2019-2020)	381	347
		1 617	1 495

Liquidités générées par les opérations

Veuillez-vous reporter à la section Situation financière du Groupe.

Marge d'exploitation

L'effet de change est déterminé en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent aux montants de l'exercice en cours, à l'exception des économies en situation d'hyperinflation où tous les chiffres sont convertis au dernier taux de clôture pour les deux périodes lorsque l'impact est important.

De ce fait, pour le calcul de la croissance interne des Services Avantages & Récompenses en Argentine, les montants en peso argentin pour les premiers semestres des exercices 2019-2020 et 2018-2019 ont été convertis au taux de change de 1 EUR = 68,248 ARS contre 44,045 ARS pour le 1^{er} semestre de l'exercice 2018-2019.

Volume d'émission

Le volume d'émission est constitué du montant total des valeurs faciales des chèques, cartes et supports digitaux émis par le Groupe en faveur des bénéficiaires pour le compte de clients des Services Avantages & Récompenses.

Endettement net

L'endettement net correspond aux emprunts du Groupe à la date du bilan diminués de la trésorerie opérationnelle. Ce chiffre n'inclut pas les obligations de location telles que définies en normes IFRS 16.

Croissance interne

La croissance interne correspond à l'augmentation du chiffre d'affaires d'une période donnée par rapport au chiffre d'affaires publié de la même période de l'exercice précédent, calculée au taux de change de l'exercice précédent et en excluant l'impact des acquisitions (ou prises de contrôle) ou des cessions d'activités comme suit :

- pour les acquisitions (ou prises de contrôle) d'activités au cours de la période actuelle, le chiffre d'affaires réalisé sur la période depuis la date d'acquisition est exclu du calcul de la croissance interne ;
- pour les acquisitions (ou prises de contrôle) d'activités au cours de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires réalisé sur la période actuelle allant jusqu'au 1^{er} anniversaire de l'acquisition est exclu ;
- pour les cessions (ou pertes de contrôle) d'activités au cours de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires réalisé sur la période comparative de l'exercice précédent jusqu'à la date de cession est exclu ;
- pour les cessions (ou pertes de contrôle) d'activités au cours de l'exercice actuel, le chiffre d'affaires réalisé sur la période commençant 12 mois avant la date de cession et allant jusqu'à la date de clôture de la période comparative de l'exercice précédent est exclu ;
- pour les pays en situation d'hyperinflation, tous les chiffres sont convertis au dernier taux de clôture pour les deux périodes. De ce fait, pour le calcul de la croissance interne des Services sur Sites en Argentine, les montants en peso argentin pour les premiers semestres des exercices 2019-2020 et 2018-2019 ont été convertis au taux de change de 1 EUR = 68,248 ARS, contre 44,045 ARS pour le premier semestre de l'exercice 2018-2019.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté présente un résultat net excluant les éléments significatifs inhabituels et/ou peu fréquents de l'exercice. Il correspond par conséquent au résultat net revenant au Groupe, exclusion faite des autres produits et charges opérationnels ainsi que des éléments non récurrents significatifs inclus dans les charges financières nettes et dans l'impôt sur les résultats, le cas échéant.

Résultat net ajusté par action

Le résultat net ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen d'actions.

Marge d'exploitation

La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires.

Marge d'exploitation à taux constant

La marge d'exploitation à taux constant correspond au résultat d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires. Elle est calculée en convertissant les chiffres du premier semestre de l'exercice 2019-2020 aux taux de l'exercice 2018-2019, à l'exception des économies en situation d'hyperinflation.

2

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTES	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	6.3	11 692	11 045
Coût des ventes	6.4.1	(9 964)	(9 417)
MARGE BRUTE		1 729	1 628
Charges administratives et commerciales	6.4.1	(1 046)	(981)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		2	-
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		685	647
Autres produits opérationnels	6.4.2	5	3
Autres charges opérationnelles	6.4.2	(71)	(72)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	6.3	619	578
Produits financiers	6.4.3	16	19
Charges financières	6.4.3	(83)	(73)
Quote-part dans les résultats des autres entreprises mises en équivalence		3	2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		556	526
Impôt sur les résultats	6.2.3 et 6.4.4	(161)	(151)
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		395	375
Dont :			
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		17	11
PART REVENANT AU GROUPE		378	364
RÉSULTAT PART DU GROUPE PAR ACTION <i>(en euros)</i>	6.4.5	2,59	2,50
RÉSULTAT PART DU GROUPE DILUE PAR ACTION <i>(en euros)</i>	6.4.5	2,55	2,46

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	395	375
Autres éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat		
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture	-	-
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de couverture transférée en résultat	-	-
Écarts de conversion	(26)	210
Écarts de conversion transférés en résultat	-	-
Impôts sur les autres éléments du résultat global appelés à un reclassement ultérieur en résultat	-	-
Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises mises en équivalence, nets d'impôts	2	1
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(73)	(2)
Variation de la juste valeur des actifs financiers réévalués par le biais des autres éléments du résultat global	(96)	126
Impôts sur les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	12	(17)
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL APRÈS IMPÔTS	(181)	318
RÉSULTAT GLOBAL	214	693
Dont :		
Part revenant au Groupe	196	681
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	18	12

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	AU 29 FÉVRIER 2020	AU 31 AOÛT 2019
ACTIF NON COURANT			
Ecart d'acquisition	6.4.7	6 262	6 158
Autres immobilisations incorporelles		806	801
Immobilisations corporelles		692	684
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	6.4.11	1 397	-
Investissements clients		665	626
Participations dans les entreprises mises en équivalence		63	62
Actifs financiers non courants	6.4.10	910	999
Instruments financiers dérivés actifs	6.4.9	17	5
Autres actifs non courants		27	20
Impôts différés		110	99
Total actif non courant		10 949	9 455
ACTIF COURANT			
Actifs financiers courants		60	58
Instruments financiers dérivés actifs	6.4.9	10	7
Stocks		299	294
Créances d'impôt		179	125
Clients et autres créances		5 377	4 626
Fonds réservés et actifs financiers de l'activité Services Avantages & Récompenses		989	1 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.4.8	1 685	1 781
Total actif courant		8 600	8 012
TOTAL DE L'ACTIF		19 549	17 467

Passif et capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTES	AU 29 FÉVRIER 2020	AU 31 AOÛT 2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital		590	590
Primes d'émission		248	248
Réserves et résultats non distribués		3 260	3 618
Capitaux propres – Part du Groupe		4 098	4 456
Participations ne donnant pas le contrôle		48	42
Total capitaux propres	6.4.6	4 146	4 498
PASSIF NON COURANT			
Emprunts et dettes financières	6.4.9	3,925	3 902
Instruments financiers dérivés passifs	6.4.9	2	7
Dettes locatives non courantes	6.4.11	1 168	-
Avantages au personnel		470	403
Autres passifs non courants		172	171
Provisions		83	88
Impôts différés		237	151
Total passif non courant		6 058	4 722
PASSIF COURANT			
Découverts bancaires		51	35
Emprunts et dettes financières	6.4.9	775	182
Instruments financiers dérivés passifs	6.4.9	21	0
Dettes locatives courantes	6.4.11	237	-
Dettes d'impôt		190	99
Provisions		61	58
Fournisseurs et autres dettes		4 844	4 892
Chèques et Cartes de Services à rembourser		3 167	2 981
Total passif courant		9 345	8 247
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		19 549	17 467

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTES	1 ^{er} SEMESTRE 2019-2020	1 ^{er} SEMESTRE 2018-2019
Flux de trésorerie liés à l'activité			
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		617	578
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles, incorporelles et des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location ⁽¹⁾		330	186
Provisions		3	(23)
Résultat net d'impôt des cessions et autres éléments sans impact trésorerie		25	8
Produits des participations dans les entreprises mises en équivalence		0	2
Intérêts payés		(54)	(57)
Intérêts payés relatifs aux dettes locatives		(11)	-
Intérêts encaissés		16	18
Impôts payés		(136)	(64)
AUTOFINANCEMENT		791	648
Variation des stocks		(5)	1
Variation des clients et autres créances		(755)	(828)
Variation des fournisseurs et autres dettes		(106)	158
Variation des Chèques et Cartes de Services à rembourser		219	240
Variation des actifs financiers de l'activité Services Avantages & Récompenses		104	55
VARIATION DU BFR LIÉ À L'ACTIVITÉ		(543)	(373)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		248	275
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations		(236)	(203)
Cessions d'immobilisations		10	9
Variation des investissements clients		(35)	(11)
Variation des actifs financiers et participations mises en équivalence		(32)	(10)
Acquisitions de filiales	6.4.7	(14)	(236)
Cessions de filiales		0	2
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(307)	(450)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	6.4.6	(425)	(403)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(7)	(12)
Achats d'actions propres	6.4.6	(39)	0
Cessions d'actions propres	6.4.6	-	12
Variation des participations ne donnant pas le contrôle		(21)	(1)
Émissions d'emprunts et dettes financières	6.4.9	850	761
Remboursements d'emprunts et dettes financières	6.4.9	(245)	(14)
Remboursements des dettes locatives	6.4.11	(126)	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(14)	343
VARIATION DE TRÉSORERIE		(73)	169
Incidence des différences de change et autres		(40)	72
Trésorerie à l'ouverture		1 746	1 638
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	6.4.8	1 633	1 879

⁽¹⁾ Dont amortissement des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location de 129 millions d'euros comptabilisés au 1^{er} semestre 2019-2020 en application de la norme IFRS 16.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultat	Écarts de conversion	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		
						Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Notes				6.4.6				
Capitaux propres au 31 août 2019	147 454 887	590	248	4 358	(741)	4 456	42	4 498
Ajustements liés à la première application d'IFRIC 23 ⁽¹⁾				(96)		(96)		(96)
Capitaux propres au 1^{er} septembre 2019	147 454 887	590	248	4 263	(741)	4 360	42	4 402
Résultat net				378		378	17	395
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				(156)	(26)	(182)	1	(181)
Résultat global				222	(26)	196	18	214
Dividendes versés				(425)		(425)	(7)	(432)
Actions propres (net d'impôts)				(37)		(37)		(37)
Paiements fondés sur les actions (nets d'impôts)				23		23		23
Variation de pourcentage d'intérêt sans perte ou gain de contrôle				(17)		(17)	(4)	(21)
Autres variations ⁽²⁾				(3)		(3)		(3)
Capitaux propres au 29 février 2020	147 454 887	590	248	4 027	(767)	4 098	48	4 146

⁽¹⁾ Voir note 6.2.2.

⁽²⁾ Y compris les effets de l'hyperinflation.

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves et résultat	Écarts de conversion	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		
						Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Notes				6.4.6				
Capitaux propres au 31 août 2018	147 454 887	590	248	3 375	(930)	3 283	45	3 328
Ajustements liés à la première application d'IFRS 9 et d'IFRS 15				403		403		403
Capitaux propres au 1^{er} septembre 2018	147 454 887	590	248	3 778	(930)	3 686	45	3 731
Résultat net				364		364	11	375
Autres éléments du résultat global nets d'impôts				108	209	317	1	318
Résultat global				472	209	681	12	693
Dividendes versés				(403)		(403)	(12)	(415)
Actions propres (net d'impôts)				11		11		11
Paiements fondés sur les actions (nets d'impôts)				22		22		22
Autres variations ⁽¹⁾				1		1	1	2
Capitaux propres au 28 février 2019	147 454 887	590	248	3 881	(721)	3 999	46	4 044

⁽¹⁾ Y compris les effets de l'hyperinflation et la comptabilisation d'engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle.

Les annexes ci-après font partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Sodexo est une société anonyme domiciliée en France dont le siège social est situé à Issy-les-Moulineaux.

Les comptes semestriels consolidés résumés du Groupe Sodexo pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 29 février 2020 ont été examinés par le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 8 avril 2020.

Faits marquants

Le 9 octobre 2015, la société *Octoplus* a saisi l'Autorité de la concurrence d'une plainte concernant plusieurs sociétés françaises du secteur des titres-restaurant, dont Sodexo Pass France. À la suite de l'audition des parties concernées en avril et juillet 2016, l'Autorité de la concurrence a décidé le 6 octobre 2016 de poursuivre l'instruction sur le fond sans prononcer de mesures conservatoires à l'encontre de Sodexo Pass France.

Le 27 février 2019, les services d'instruction de l'Autorité ont adressé à Sodexo Pass France leur rapport final. Le Groupe a, dans son mémoire en réponse en date du 29 avril 2019, contesté les deux griefs notifiés par l'Autorité (échanges d'informations et verrouillage du marché des titres-restaurant par le biais de la Centrale de Règlement des Titres). Le 17 décembre 2019, l'Autorité de la concurrence a rendu une décision défavorable aux émetteurs de titres-restaurant et infligé à la société Sodexo Pass France, solidairement avec la société Sodexo S.A., une sanction d'un montant total de 126 millions d'euros. Cette décision a été formellement notifiée à Sodexo Pass France et Sodexo S.A. le 6 février 2020.

Sodexo conteste avec la plus grande fermeté cette décision qui témoigne d'une appréciation erronée des pratiques en cause et du fonctionnement du marché et a par conséquent fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Paris. Le Groupe, après consultation de ses conseils juridiques, considère qu'il dispose d'arguments sérieux pouvant conduire à une annulation ou une réformation de la décision de l'Autorité de la concurrence. En conséquence, aucune provision n'a été constatée au titre de ce contentieux.

Bases de préparation des états financiers

6.2.1. Principes généraux

Les comptes semestriels consolidés résumés de Sodexo clos le 29 février 2020 ont été établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire », telle que publiée par l'IASB et adoptée dans l'Union Européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe Sodexo pour l'exercice clos le 31 août 2019.

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les comptes semestriels consolidés résumés au 29 février 2020 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 août 2019, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 (cf. note 6.2.3) et à l'exception des effets de la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 tels que décrits dans la note 6.2.2.

Le Groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de la période.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2019-2020.

Les chiffres figurant dans les tableaux ont été préparés en milliers d'euros et sont présentés et arrondis en millions d'euros (sauf indication contraire).

6.2.2. Nouvelles normes et interprétations appliquées

Première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location »

La norme IFRS 16, applicable pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2019, établit les principes de comptabilisation des contrats de location. Ces principes remplacent ceux énoncés par la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple », SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location » et IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ».

IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs, conduisant à comptabiliser au bilan l'ensemble des contrats de location (suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement), sauf exemptions applicables aux contrats de courte durée et aux contrats portant sur des actifs de faible valeur.

En conséquence, en tant que locataire, le Groupe reconnaît au bilan :

- un « droit d'utilisation » à l'actif, représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent pendant la durée de location, et
- une « dette locative » au passif, représentative de son obligation de paiement des loyers futurs sur la durée de location.

La présentation de ces opérations au compte de résultat est par ailleurs modifiée, la charge de loyers étant remplacée par :

- une dotation aux amortissements du droit d'utilisation relatif aux contrats de location ;
- une charge d'intérêts sur la dette locative associée.

Enfin, au tableau de flux de trésorerie, seuls les intérêts et la part variable des paiements locatifs continuent à affecter les flux de trésorerie liés à l'activité, le remboursement du principal de la dette locative étant présenté au sein des flux liés aux activités de financement. Les flux liés aux activités d'investissement ne sont quant à eux pas modifiés.

Le Groupe a appliqué IFRS 16 à compter du 1^{er} septembre 2019 selon la méthode de transition dite « rétrospective modifiée », sans retraitement des périodes comparatives. En conséquence, le Groupe a comptabilisé au 1^{er} septembre 2019 une dette locative correspondant à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée résiduelle de location, en contrepartie d'un droit d'utilisation ajusté du montant des loyers payés d'avance ou enregistrés en charges à payer. Les informations comparatives présentées pour le 1^{er} semestre 2018-2019 sont donc présentées comme précédemment, selon les principes de la norme IAS 17 et de ses interprétations. Parmi les diverses mesures de simplification applicables lors de la transition prévues par la norme, le Groupe a retenu celle permettant d'utiliser l'évaluation faite immédiatement avant la date de première application pour déterminer si les contrats sont déficitaires selon IAS 37 « Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels » en lieu et place du test de dépréciation du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition correspondent aux taux d'emprunt marginal à cette date, calculés sur la durée initiale des contrats de location. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1^{er} septembre 2019 s'établit à 1,6 %.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer l'exemption de comptabilisation initiale des impôts différés prévue par IAS 12 (§15 et 24) ; un impôt différé est reconnu sur la position nette des différences temporelles générées par la comptabilisation de la dette locative et du droit d'utilisation.

Le rapprochement entre les engagements hors bilan liés aux contrats de location au 31 août 2019 présentés en application d'IAS 17 et les dettes locatives évaluées selon IFRS 16 au 1^{er} septembre 2019 se décompose comme suit :

(en millions d'euros)

Engagements hors bilan de location simple au 31 août 2019	839
Effet de l'actualisation	(104)
Différences d'évaluation dues à la détermination de la durée des contrats de location ⁽¹⁾	605
Impact des contrats non classés en tant que contrat de location sous IAS 17	194
Autres effets ⁽²⁾	(39)
Dettes locatives au 1^{er} septembre 2019	1 495

⁽¹⁾ Les engagements hors bilan ont été déterminés en considérant la durée non résiliable des contrats de location (paiements minimaux futurs) ; en application d'IFRS 16, la durée retenue pour la détermination de la dette locative tient compte des options de renouvellement que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

⁽²⁾ L'écart résiduel correspond principalement :
 - aux engagements relatifs aux contrats de location à court terme et aux contrats portant sur des actifs de faible valeur, le Groupe ayant choisi de retenir les exemptions proposées par IFRS 16 (cf. Principes comptables détaillés en note 6.4.11), et
 - aux différences d'évaluation des loyers, dues à l'exclusion de la composante services.

Les principes comptables appliqués et les informations requises au 29 février 2020 sur les dettes locatives et les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont présentés en note 6.4.11.

Première application de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

L'interprétation IFRIC 23, applicable pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2019, clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la détermination des éléments liés à l'impôt sur le résultat, lorsqu'il y a une incertitude sur les traitements retenus en la matière, au regard des dispositions fiscales applicables.

Le Groupe a procédé à une revue de ses positions fiscales afin de déterminer les incidences de cette interprétation sur ses comptes consolidés. A ce titre, le Groupe a comptabilisé un passif d'impôt complémentaire d'un montant de 90 millions d'euros et une dépréciation des impôts différés actifs à hauteur de 6 millions d'euros. Conformément aux options de transition offertes par l'interprétation, le Groupe a reconnu l'effet cumulatif de la première application en contrepartie d'une réduction des capitaux propres consolidés au 1^{er} septembre 2019, sans retraitement de l'information comparative.

Le Groupe a par ailleurs reclassé en Dettes d'impôt ses passifs d'impôts incertains, comptabilisés jusqu'au 31 août 2019 au sein des Provisions à hauteur de 6 millions d'euros.

Effets sur l'état consolidé de la situation financière en date de première application

Comme décrit ci-avant, les retraitements requis par la norme IFRS 16 et par l'interprétation IFRIC 23 en date de transition ont été comptabilisés au 1^{er} septembre 2019. L'information comparative 2018-2019 n'a pas été retraitée.

Le tableau suivant présente les impacts de première application comptabilisés au 1^{er} septembre 2019 :

(En millions d'euros)	AU 31 AOÛT 2019	IMPACT DE LA 1 ^{ère} APPLICATION D'IFRS 16 et d'IFRIC 23	AU 1 ^{er} SEPTEMBRE 2019
Immobilisations corporelles	684	(6)	678
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	1 495	1 495
Impôts différés	99	(6)	93
Clients et autres créances	4 626	(1)	4 625
Créances d'impôt	125	5	130
Autres actifs courants et non courants	11 933	-	11 933
TOTAL DE L'ACTIF	17 467	1 487	18 954
Capitaux propres – part du Groupe	4 456	(96)	4 360
Participations ne donnant pas le contrôle	42	-	42
Emprunts et dettes financières non courants	3 902	(2)	3 900
Dettes locatives non courantes	-	1 248	1 248
Provisions non courantes	88	(8)	80
Emprunts et dettes financières courants	182	(4)	178
Dettes locatives courantes	-	247	247
Dettes d'impôt	99	102	201
Autres passifs courants et non courants	8 698	-	8 698
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	17 467	1 487	18 954

6.2.3. Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Impôt sur les résultats

Pour les comptes semestriels consolidés résumés, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours, éventuellement ajustée des effets d'impôts liés à des événements particuliers du semestre. La charge ainsi calculée est enregistrée en contrepartie des postes impôts différés actifs et impôts différés passifs au bilan.

Avantages post emploi et autres avantages à long terme au personnel

Les charges liées aux avantages post-emploi et autres avantages à long terme au personnel sont estimées à la moitié de la charge annuelle calculée sur la base des données au 31 août 2019. En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur...), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

Aucune modification significative de régime n'est intervenue sur la période.

6.2.4. Recours à des estimations

Pour préparer les comptes semestriels consolidés résumés, des estimations et des hypothèses ont été faites par la Direction du Groupe et ses filiales ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes semestriels consolidés résumés et les montants présentés au titre des produits et des charges de la période.

Ces estimations et appréciations sont effectuées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard de la situation existante au 29 février 2020 et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les éléments significatifs pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses sont identiques à ceux décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2019 (provisions, y compris concernant les positions fiscales incertaines, et litiges ; actifs financiers évalués à juste valeur ; actifs et passifs des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies ; écarts d'acquisition et actifs incorporels ; dépréciation des actifs courants et non courants, impôts différés et paiements fondés sur des actions), auxquels s'ajoutent les droits d'utilisation et les dettes locatives comptabilisés dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16 (principales estimations et hypothèses décrites en note 6.4.11).

6.2.5. Évolution des principaux taux de change

Le cours de change des principales devises utilisées pour la conversion des états financiers des filiales a évolué comme suit par rapport au premier semestre de l'exercice précédent :

Devise	COURS DE CLÔTURE AU 29 FÉVRIER 2020	COURS MOYEN DU 1 ^{er} SEMESTRE 2019-2020	COURS DE CLÔTURE AU 31 AOÛT 2019	COURS DE CLÔTURE AU 28 FÉVRIER 2019	COURS MOYEN DU 1 ^{er} SEMESTRE 2018-2019
DOLLAR (USD)	1,098	1,105	1,104	1,142	1,145
LIVRE (GBP)	0,853	0,862	0,906	0,858	0,887
REAL (BRL)	4,923	4,602	4,588	4,269	4,398

Information sectorielle

L'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion interne telles qu'elles sont suivies par le Comité Exécutif du Groupe, principal décideur opérationnel : Services sur Site, d'une part, et Services Avantages & Récompenses, d'autre part.

Pour l'activité Services sur Site, le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation sont suivis par segments mondiaux de clientèle. Ces segments mondiaux de clientèle répondent à la définition de secteurs opérationnels selon IFRS 8.

Les secteurs opérationnels et regroupements de secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

- L'activité Services sur Site regroupant :
 - Entreprises & Administrations, qui regroupe Services aux Entreprises, Energie & Ressources, Services aux Gouvernements, Sports & Loisirs ainsi que les Autres activités non segmentées ;
 - Santé, regroupé avec Seniors ;
 - Éducation, regroupant Écoles et Universités ;
- L'activité Services Avantages & Récompenses.

Les secteurs opérationnels ayant fait l'objet de regroupements, au sein de chacune de ces activités, réalisent des opérations similaires, tant par la nature des services rendus que par les processus et méthodes employés pour fournir ces services et présentent des caractéristiques économiques communes, notamment des taux de marge assez proches.

Les actifs et passifs sectoriels ne sont pas présentés, ces éléments ne faisant pas partie de la mesure de la performance de chaque secteur par le principal décideur opérationnel.

Depuis le début de l'exercice 2019-2020, dans certains pays européens et asiatiques, des contrats ont été réaffectés des segments Santé & Seniors et Éducation au segment Entreprises & Administrations. Les données comparatives n'ont pas été retraitées, compte tenu du faible impact de ces changements.

6.3.1 Par secteur d'activité

1 ^{er} SEMESTRE 2019-2020 <i>(en millions d'euros)</i>	SERVICES SUR SITE	ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS	SANTÉ & SENIORS	ÉDUCATION	SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	ÉLIMINATIONS ET COÛTS DE SUPPORT CENTRAUX	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	11 252	6 186	2 538	2 528	440	-	11 692
Ventes interactivités (Groupe)	-	-	-	-	3	(3)	-
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	11 252	6 186	2 538	2 528	443	(3)	11 692
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	616	245	160	211	134	(64)	685

⁽¹⁾ Y compris la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe et excluant les autres charges et produits opérationnels.

1 ^{er} SEMESTRE 2018-2019 <i>(en millions d'euros)</i>	SERVICES SUR SITE	ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS	SANTÉ & SENIORS	ÉDUCATION	SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	ÉLIMINATIONS ET COÛTS DE SUPPORT CENTRAUX	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires de l'activité (hors Groupe)	10 617	5 645	2 552	2 420	428	-	11 045
Ventes interactivités (Groupe)	-	-	-	-	2	(2)	-
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	10 617	5 645	2 552	2 420	430	(2)	11 045
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	581	205	162	215	125	(60)	647

⁽¹⁾ Y compris la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe et excluant les autres charges et produits opérationnels.

6.3.2 Par pays significatif

L'activité du Groupe est répartie sur 67 pays, dont deux ayant un chiffre d'affaires représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé : la France (son pays de domiciliation) et les États-Unis. Les chiffres d'affaires de ces pays sont les suivants :

1 ^{er} SEMESTRE 2019-2020 <i>(en millions d'euros)</i>	FRANCE	ÉTATS-UNIS	AUTRES	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires (hors Groupe)	1 501	4 843	5 349	11 692

1 ^{er} SEMESTRE 2018-2019 <i>(en millions d'euros)</i>	FRANCE	ÉTATS-UNIS	AUTRES	TOTAL GROUPE
Chiffre d'affaires (hors Groupe)	1 465	4 686	4 894	11 045

Notes sur les états financiers au 29 février 2020

6.4.1. Charges opérationnelles par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions ⁽¹⁾	(312)	(190)
Charges de personnel		
- Salaires	(4 383)	(4 095)
- Autres charges de personnel ⁽²⁾	(1 263)	(1 203)
Achats consommables et variations de stocks	(3 088)	(2 954)
Autres natures de charges ⁽³⁾	(2 028)	(2 025)
TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES NETTES	(11 075)	(10 467)

⁽¹⁾ Y compris dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location comptabilisée à compter du 1^{er} septembre 2019 en application de la norme IFRS 16 (129 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019-2020).

⁽²⁾ Inclut principalement les charges sociales mais également les charges relatives aux plans à prestations définies, aux régimes de retraites à contribution définie et actions attribuées gratuitement.

⁽³⁾ Les autres charges comprennent principalement les honoraires, les autres achats consommés, les frais de sous-traitance et frais de déplacements, ainsi que la charge de loyers relative aux contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur et la part variable des paiements locatifs (non pris en compte pour la détermination des dettes locatives). Le montant comptabilisé au 1^{er} semestre 2018-2019 comprenait la totalité des loyers relatifs aux contrats de location simple (169 millions d'euros). La diminution induite par l'application d'IFRS 16 à compter du 1^{er} septembre 2019 est compensée par l'augmentation des charges opérationnelles résultant du développement de l'activité sur le semestre.

6.4.2. Autres charges et produits opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
Gains liés à des changements de périmètre	2	3
Gains liés aux modifications des avantages postérieurs à l'emploi	4	-
Autres	0	-
AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS	5	3
Coûts de restructuration et de rationalisation de l'organisation	(33)	(19)
Coûts liés aux acquisitions	(5)	(4)
Pertes liées à des changements de périmètre	(1)	-
Pertes liées aux modifications des avantages postérieurs à l'emploi	(2)	(3)
Amortissements et dépréciations des actifs incorporels acquis	(20)	(43)
Autres	(11)	(2)
AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES	(71)	(72)
TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	(66)	(69)

6.4.3. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euro)</i>	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
Coût de l'endettement brut ⁽¹⁾	(60)	(59)
Produits générés par la trésorerie ou équivalents	11	14
COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	(49)	(45)
Produits générés par les prêts et créances au coût amorti	2	1
Écarts de change nets : gains (+) pertes (-)	(3)	(1)
Coût financier net sur le passif net au titre des régimes à prestations définies	(2)	(3)
Charge d'intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾	(11)	-
Ajustement monétaire lié au traitement de l'hyper inflation	(1)	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture	-	-
Autres produits financiers	2	4
Autres charges financières	(4)	(6)
Autres	(1)	(4)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS NET	(67)	(54)
Dont produits financiers	16	19
Dont charges financières	(83)	(73)

⁽¹⁾ Le coût de l'endettement brut correspond à la charge d'intérêts relative aux passifs financiers évalués au coût amorti ainsi que les intérêts relatifs aux instruments financiers de couverture.

⁽²⁾ Intérêts sur les dettes locatives comptabilisés à compter du 1^{er} septembre 2019 en application de la norme IFRS 16.

6.4.4. Impôt sur les résultats

Le taux effectif d'impôt est passé de 28,8 % au 1^{er} semestre 2018-2019 à 29,3 % au 1^{er} semestre 2019-2020.

6.4.5. Résultat par action

Le tableau ci-dessous détaille le calcul du nombre d'actions avant et après dilution ainsi que le résultat par action de base et dilué :

	1^{er} SEMESTRE 2019-2020	1^{er} SEMESTRE 2018-2019
Résultat net part du Groupe <i>(en millions d'euros)</i>	378	364
Nombre moyen pondéré d'actions en capital social – de base	145 868 679	145 647 702
RÉSULTAT NET PAR ACTION – DE BASE ⁽¹⁾ <i>(en euros)</i>	2,59	2,50
Impact moyen de la dilution liée aux plans de stock-options et d'attribution gratuite d'actions	2 397 375	2 026 982
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	148 266 054	147 674 684
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION ⁽¹⁾ <i>(en euros)</i>	2,55	2,46

⁽¹⁾ Le résultat net par action de base et le résultat net dilué par action ne tiennent pas compte de l'effet de la majoration de dividende dont bénéficient certaines actions détenues sous la forme nominative.

Les plans d'attribution gratuite d'actions ont un effet dilutif sur le premier semestre 2019-2020 et sur le premier semestre 2018-2019. Les derniers plans de stock-options ayant été exercés au premier semestre 2018-2019, les stock-options n'ont pas d'effet dilutif sur les périodes présentées.

6.4.6. Variation des capitaux propres

Au 29 février 2020, le Groupe détient 1 821 266 titres Sodexo pour un montant de 182 millions d'euros, dont 1 712 266 titres Sodexo (172 millions d'euros) destinés à couvrir différents plans d'attribution gratuite d'actions en faveur des salariés du Groupe et 109 000 actions (10 millions d'euros) au titre du contrat de liquidité. Au 31 août 2019, le Groupe détenait 1 448 566 titres Sodexo pour un montant de 145 millions d'euros destinés à couvrir différents plans d'attribution gratuite d'actions en faveur des salariés du Groupe.

Sur la période, le Groupe a livré des actions Sodexo dans le cadre de plans d'actions gratuites pour un montant de 0,3 millions d'euros. Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2018-2019, le Groupe avait livré pour 3 millions d'euros d'actions Sodexo dans le cadre de l'exercice d'options d'achat par les salariés.

Le montant total des dividendes versés au cours du premier semestre 2019-2020 s'élève à 425 millions d'euros, compte tenu des actions auto-détenues, d'un dividende par action de 2,90 euros et de la majoration du dividende de 0,29 euro.

6.4.7. Regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition au cours de la période se présente de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Au 31 AOUT 2019	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	ÉCARTS DE CONVERSION	RECLASSEMENTS	AU 29 FÉVRIER 2020
Services aux Entreprises	1 024	3	-	6	(8)	1 026
Services aux Gouvernements	362	-	-	11	(28)	345
Sports & Loisirs	439	-	-	2	(7)	434
Énergie & Ressources	329	-	-	(3)	(9)	316
Autres activités non segmentées	438	7	-	3	93	541
Entreprises & Administrations	2 591	11	-	19	41	2 662
Santé	1 040	-	-	9	(51)	999
Seniors	554	49	-	3	58	664
Santé & Seniors	1 595	49	-	12	8	1 663
Écoles	441	-	-	5	36	481
Universités	901	-	-	6	(85)	822
Éducation	1 342	-	-	11	(49)	1 304
SERVICES SUR SITE	5 528	59	-	42	-	5 629
SERVICES AVANTAGES & RÉCOMPENSES	631	13	-	(11)	-	633
TOTAL GROUPE	6 158	72	-	32	-	6 262

Au cours du premier semestre de l'exercice 2019-2020, de nouveaux écarts d'acquisition ont été constatés pour un montant total de 72 millions d'euros, suite notamment aux acquisitions de *Prima Assistance* et *Active Global Health Sciences Education Group* pour l'activité Services aux Particuliers et de *CSM* pour l'activité Services aux Entreprises.

Les reclassements opérés sur la période résultent de la réaffectation, depuis le début de l'exercice 2019-2020, de contrats dans certains pays européens et asiatiques (transfert des segments Santé & Seniors et Éducation au segment Entreprises & Administrations).

L'effet des entrées de périmètre sur les actifs et passifs est résumé dans le tableau suivant. Il intègre le montant des actifs acquis et passifs repris des acquisitions du semestre, évalués de manière provisoire au 29 février 2020, ainsi que l'ajustement lié à la finalisation de l'évaluation des actifs et passifs d'acquisitions antérieures.

<i>(en millions d'euros)</i>	AU 29 FÉVRIER 2020
Immobilisations incorporelles	3
Immobilisations corporelles	3
Autres actifs non courants	4
Actifs courants	33
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10
Dettes financières	(4)
Autres dettes non courantes	(2)
Impôts différés nets	-
Autres dettes et passifs courants	(46)
TOTAL ACTIFS NETS IDENTIFIABLES	1
CONTREPARTIE TRANSFÉRÉE ⁽¹⁾	34
Participations ne donnant pas le contrôle	-
Juste valeur des participations anciennement détenues faisant l'objet d'une prise de contrôle	8
ECARTS D'ACQUISITION	72

⁽¹⁾ Ce montant n'inclut pas la contrepartie transférée comptabilisée au cours de l'exercice 2018-2019 pour des sociétés faisant l'objet de leur première consolidation au cours de l'exercice 2019-2020, d'un montant total de 31 millions d'euros.

La contribution des sociétés consolidées au cours du 1^{er} semestre 2019-2020 depuis leur intégration s'élève à 58 millions d'euros pour le chiffre d'affaires et 1 million d'euros pour le résultat d'exploitation.

Les actifs incorporels incluent principalement les relations clientèle et les marques. Les relations clientèle sont amorties sur une durée déterminée en fonction du taux d'attrition estimé ; la durée d'amortissement maximale a été fixée à 20 ans par le management. L'écart d'acquisition représente principalement le savoir-faire et la compétence des employés, ainsi que les synergies attendues avec les entreprises acquises.

6.4.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	AU 29 FÉVRIER 2020	AU 31 AOÛT 2019
Valeurs mobilières de placement	352	374
Disponibilités ⁽¹⁾	1 333	1 407
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 685	1 781
Découverts bancaires	(51)	(35)
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE NETTE DE DÉCOUVERTS BANCAIRES ⁽²⁾	1 633	1 746

⁽¹⁾ Y compris 10 millions d'euros affectés à la mise en œuvre du contrat de liquidité signé avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers et approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers, visant à favoriser la liquidité des titres et la régularité de leurs cotations.

⁽²⁾ Le Groupe a, dans le cadre du mécanisme de *cash pooling* international, des encours négatifs en dollars américains équivalent à 521 millions d'euros, 89 millions d'euros en livres sterling et 33 millions d'euros en autres devises contrebalancé par un encours positif en euros de 644 millions d'euros.

Les valeurs mobilières de placement se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	AU 29 FÉVRIER 2020	AU 31 AOÛT 2019
Bons de caisse	234	197
Dépôts à terme	94	150
SICAV et autres	24	27
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	352	374

6.4.9. Emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	AU 29 FÉVRIER 2020		AU 31 AOÛT 2019	
	COURANTS	NON COURANTS	COURANTS	NON COURANTS
Emprunts obligataires	24	2 472	10	2 458
Euros	20	2 180	9	2 184
Livres sterling	4	292	1	274
Placements privés et Emprunts auprès des organismes financiers ⁽¹⁾	748	1 420	164	1 413
Dollars américains	22	1 415	23	1 409
Euros	726	5	141	4
Emprunts sur location-financement	-	-	3	2
Euros	-	-	3	2
Autres emprunts ⁽²⁾	4	33	5	29
Euros	2	20	1	11
Autres monnaies	1	13	4	18
TOTAL HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS	775	3 925	181	3 903
Juste valeur nette des instruments dérivés	11	(15)	(7)	1
TOTAL INCLUANT LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	786	3 910	174	3 904

⁽¹⁾ Y compris, au 29 février 2020, les placements privés auprès d'investisseurs américains de 207 millions de dollars, 400 millions de dollars et 950 millions de dollars ainsi que des billets de trésorerie pour 725 millions d'euros. Les placements privés auprès d'investisseurs américains comportent des covenants financiers qui sont respectés au 29 février 2020, au 31 août 2019 et au 28 février 2019.

⁽²⁾ Dont 13 millions d'euros correspondant à des dettes reconnues sur des engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle de certaines filiales (23 millions d'euros au 31 août 2019).

Les dettes financières du Groupe ont évolué comme suit au cours du premier semestre 2019-2020 :

(en millions d'euro)	AU 31 AOÛT 2019	AUGMENTATIONS	REMBOURSEMENTS	ACTUALISATION ET AUTRES VARIATIONS	ÉCARTS DE CHANGE	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	AU 29 FEVRIER 2020
Emprunts obligataires	2 468	-	-	10	18	-	2 496
Placements privés ⁽¹⁾	1 572	817	(232)	(0)	8	-	2 165
Emprunts auprès des organismes financiers	5	1	(4)	-	(0)	1	3
Autres emprunts	39	(0)	(11)	-	(0)	8	36
TOTAL	4 084	818	(246)	10	25	9	4 700
Juste valeur nette des instruments dérivés	(6)	32	1	(28)	(3)	-	(4)
TOTAL INCLUANT LES INSTRUMENTS DERIVES ⁽²⁾	4 078	850	(245)	(19)	22	9	4 696

⁽¹⁾ Y compris les billets de trésorerie.

⁽²⁾ Au 29 février 2020, les justes valeurs des emprunts obligataires et des emprunts auprès des organismes financiers s'élèvent respectivement à 2 679 millions d'euros (2 553 millions d'euros au 31 août 2019) et 2 241 millions d'euros (1 636 millions d'euros au 31 août 2019).

Au 29 février 2020, environ 42 % de l'endettement consolidé du Groupe est en dollars américains en intégrant l'effet des instruments dérivés et des *cash pooling*. À cette date, environ 85 % de l'endettement consolidé du Groupe est à taux fixe (97 % au 31 août 2019) et le coût pondéré de la dette à cette date s'établit à 2,2 % (2,6 % au 31 août 2019).

Ligne de crédit confirmée multidevises de juillet 2011

Comme au 31 août 2019, le Groupe dispose d'une ligne de crédit confirmée multidevises de 589 millions d'euros plus 785 millions de dollars américains à échéance juillet 2024.

Au 29 février 2020, comme au 31 août 2019, aucun tirage n'est en cours sur cette ligne de crédit.

Lignes de crédit confirmées bilatérales

Le 18 décembre 2019, le Groupe a renouvelé deux lignes de crédit confirmé bilatérales de 150 millions d'euros chacune, les deux à échéance décembre 2023.

Le 13 février 2020, le Groupe a mis en place une troisième ligne de crédit confirmé bilatérale de 150 millions d'euros à échéance février 2024.

Au 29 février 2020, comme au 31 août 2019, aucun tirage n'est en cours sur ces lignes de crédit.

Billets de trésorerie

L'encours au titre des billets de trésorerie émis par Sodexo S.A. et Sodexo Finance est de 725 millions d'euros au 29 février 2020 (140 millions d'euros au 31 août 2019) et explique la variation de 817 millions d'euros des placements privés.

6.4.10. Actifs financiers

Juste valeur de niveau 3

Evaluation des titres Bellon SA

Le Groupe détient, via sa filiale à 100 % Sofinsod, une participation de 19,61 % dans le capital de la société Bellon SA, société contrôlant Sodexo S.A. à hauteur de 42,22 % des actions et 56,70 % des droits de vote exerçables au 29 février 2020. Cette participation ne confère pas au Groupe une influence notable sur Bellon SA, car les droits de votes attachés aux actions Bellon SA qu'elle détient ne peuvent pas être exercés par Sofinsod, conformément aux dispositions de l'article L. 233-31 du Code de commerce.

En application de la norme IFRS 9, cette participation est évaluée à sa juste valeur, déterminée conformément à la norme IFRS 13. L'évaluation de la juste valeur de la participation dépend, entre autres, de l'actif net comptable réévalué (ANR) de la société Bellon SA, qui a un endettement limité et ne détient aucun autre actif que des actions de Sodexo S.A. ; pour le calcul de l'ANR de Bellon SA, ces actions sont évaluées à leur cours de bourse de clôture. Par ailleurs, la méthode de valorisation retenue par la Direction (niveau 3 de la hiérarchie définie par IFRS 13) intègre l'illiquidité induite par les caractéristiques particulières du schéma de détention de cette participation (décote sur l'ANR de Bellon SA estimée à 40 % au 29 février 2020 et au 31 août 2019).

Au 29 février 2020, la juste valeur de la participation est évaluée à 611 millions d'euros (708 millions d'euros au 31 août 2019). La variation de juste valeur sur la période a été comptabilisée dans les autres éléments non recyclables du résultat global consolidé.

6.4.11. Contrats de location

Principes comptables

Le Groupe apprécie si un contrat est un contrat de location, ou contient un contrat de location, à la date d'entrée en vigueur du contrat. Le Groupe qualifie de contrat de location tout contrat lui conférant le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour une durée donnée.

Les contrats de location sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière dès la date de commencement du contrat, à l'exception de ceux éligibles aux deux exemptions proposées par la norme IFRS 16 (contrats de courte durée et contrats portant sur des actifs de faible valeur).

La comptabilisation des contrats de location se traduit par la reconnaissance d'un actif au titre du droit d'utilisation des actifs loués, en contrepartie d'un passif pour les obligations locatives associées. Au compte de résultat, une dotation aux amortissements des droits d'utilisation est présentée séparément de la charge d'intérêts sur les dettes locatives. Dans le tableau de flux de trésorerie, les sorties de trésorerie se rapportant à la charge d'intérêts sur les dettes locatives affectent les flux générés par l'activité, tandis que le remboursement du principal des dettes locatives affecte les flux liés aux activités de financement.

Les contrats de location de courte durée (i.e. contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois) ou portant sur des actifs de faible valeur (tels que certains équipements informatiques) donnent lieu à la comptabilisation d'une charge opérationnelle de façon linéaire sur la durée du contrat.

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur portent principalement sur les catégories d'actifs suivantes :

- Actifs immobiliers (terrains et constructions) : le Groupe loue des terrains et des bâtiments pour ses bureaux, ainsi que pour son activité Services aux Particuliers et à Domicile (crèches, principalement). Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent de très nombreuses modalités différentes, fonction de l'environnement juridique propre à chaque pays. Ces contrats de location sont conclus pour une durée comprise entre 1 et 20 ans et peuvent comprendre des options de renouvellement ;
- Sites et espaces exploités dans le cadre des concessions : le Groupe exploite différents sites (restaurants, espaces *retail* et cuisines) mis à disposition dans le cadre de contrats de concessions. Les redevances dues en contrepartie sont basées sur la performance du site exploité (paiement variable, généralement en fonction du chiffre d'affaires) et peuvent inclure un montant minimum garanti. Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent de très nombreuses modalités différentes. Ces contrats sont conclus pour une durée comprise entre 1 et 18 ans et peuvent comprendre des options de renouvellement ;
- Véhicules : le Groupe loue des véhicules destinés à certains de ses salariés. Ces contrats de location sont conclus pour une durée comprise entre 1 et 5 ans
- Equipements : le Groupe loue également différents équipements nécessaires à ses activités (équipements de cuisine, distributeurs automatiques...). Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent de nombreuses modalités différentes. Ces contrats de location sont conclus pour une durée comprise entre 1 et 5 ans.

Dettes locatives

Principes comptables

Le Groupe comptabilise une dette locative à la date de mise à disposition de l'actif sous-jacent. Cette dette locative correspond à la valeur actualisée des paiements locatifs restant à effectuer sur la durée de location.

Paiements locatifs

Les paiements locatifs pris en compte dans l'évaluation de la dette locative comprennent :

- les loyers fixes (y compris redevances minimum garanties prévues dans les contrats de concession), diminués des avantages incitatifs à recevoir du bailleur ;
- les loyers variables basés sur un indice ou un taux ;
- les loyers fixes en substance.

Ils intègrent également les montants à payer au bailleur à la fin du contrat (cas relativement rares en pratique pour le Groupe), tels que :

- les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat lorsque l'exercice de cette option est raisonnablement certain ; et
- les pénalités de résiliation du contrat dues au bailleur, lorsque l'exercice de l'option de résiliation est raisonnablement certain.

Les loyers variables autres que ceux qui dépendent d'un indice ou d'un taux (loyers ou redevances fonction du chiffre d'affaires notamment) demeurent comptabilisés en charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus. Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas prendre en compte, le cas échéant, la composante non-locative du contrat dans l'évaluation de la dette locative. En conséquence, de même que les loyers variables, les paiements effectués au titre des prestations de services liées au contrat de location sont comptabilisés en charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus.

Durée de location

La durée de location est déterminée pour chaque contrat comme étant la période au cours de laquelle le contrat est non résiliable, à laquelle s'ajoutent les intervalles visés par toute option de prolongation que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer et toute option de résiliation que le Groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

La définition de cette durée tient aussi compte des lois et pratiques propres à chaque juridiction. C'est le cas en particulier des contrats à durée illimitée, pour lesquels le Groupe apprécie la durée exécutoire selon les circonstances propres à chaque situation. Pour apprécier la durée exécutoire de chaque contrat, le Groupe détermine si des pénalités plus que négligeables sont susceptibles d'être supportées en cas de résiliation, en tenant compte de différents indicateurs (indemnités découlant d'obligations contractuelles et pénalités économiques fonction de critères opérationnels). Dans le cas particulier des baux commerciaux en France (baux dits « 3/6/9 »), une appréciation est réalisée contrat par contrat, pouvant conduire, dans certaines situations, à retenir une période exécutoire supérieure à la durée résiduelle de la période initiale de 9 ans.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé correspond généralement au taux d'emprunt marginal, le taux d'intérêt implicite de la majorité des contrats ne pouvant être aisément déterminé. Le taux d'emprunt marginal est déterminé en fonction des paramètres suivants : taux sans risque de la devise concernée, durée du contrat de location, spread de crédit de la filiale concernée.

La dette locative est ensuite évaluée au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est susceptible d'être réévaluée après la date de commencement du contrat afin de refléter les modifications résultantes :

- d'un changement de durée, reflétant une modification contractuelle ou un changement d'appréciation de la probabilité d'exercice d'une option de prolongation ou d'une option de résiliation ;
- d'un changement dans le montant du loyer, par exemple en application d'un nouvel indice ou taux pour un loyer variable ;
- d'un changement d'appréciation sur l'exercice d'une option d'achat ;
- de tout autre changement contractuel, par exemple une modification de la nature de l'actif sous-jacent.

Au 29 février 2020, le solde des dettes locatives s'élève à 1 404 millions d'euros, dont 1 168 millions d'euros de dettes locatives non courantes et 237 millions d'euros de dettes locatives courantes. La variation des dettes locatives au cours du semestre se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	AU 29 FÉVRIER 2020
Dettes locatives au 1^{er} septembre 2019	1 495
Augmentations ⁽¹⁾	42
Remboursement du nominal	(137)
Écarts de conversion	4
Variations de périmètre	-
Autres variations	-
Dettes locatives au 29 février 2020	1 404

⁽¹⁾ Effets de la mise en place de nouveaux contrats de location, de l'indexation des loyers, des modifications des dispositions contractuelles, ainsi que des changements d'appréciation de la probabilité d'exercice des différentes options.

Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Principes comptables

Pour chaque contrat de location (à l'exception de ceux éligibles aux exemptions), un droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en contrepartie de la dette locative. Ce droit d'utilisation correspond au montant de la dette locative (évaluée selon les modalités précisées ci-dessus) auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux encourus lors de la mise en place du contrat (honoraires et frais administratifs), les paiements d'avance faits au bailleur et les coûts estimés de remise en état de l'actif loué selon les termes du contrat.

Ce droit d'utilisation est amorti de manière linéaire sur la durée de location retenue pour évaluer la dette locative et fait l'objet, le cas échéant, d'un test de perte de valeur selon les mêmes modalités que celles mises en œuvre pour les immobilisations corporelles et incorporelles. La valeur du droit d'utilisation est susceptible d'être ajustée après la date de commencement du contrat en fonction de certaines réévaluations de la dette locative (voir ci-dessus).

Par nature d'actif sous-jacent, les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	AU 29 FÉVRIER 2020		
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATIONS	VALEUR NETTE
Terrains et constructions	587	(50)	536
Sites et espaces exploités dans le cadre des concessions	823	(52)	770
Véhicules	104	(23)	81
Autres matériels et installations	15	(6)	10
TOTAL DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION	1 530	(133)	1 397

6.4.12. Informations sur les entreprises liées

Sociétés non intégrées globalement

Les transactions avec les sociétés non intégrées globalement sont de même nature que celles décrites dans la note 4.25 « Informations sur les entreprises liées » des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 août 2019.

Principal actionnaire

Au 29 février 2020, la société Bellon SA détient 42,22 % du capital de Sodexo et 56,70 % des droits de vote exerçables de Sodexo. Au cours du premier semestre 2019-2020, Sodexo a enregistré une charge de 1,5 millions d'euros (1,7 millions d'euros sur le premier semestre 2018-2019) au titre du contrat d'assistance et de conseil signé avec Bellon SA.

La société Bellon SA a reçu 181 millions d'euros de dividendes en février 2020 de Sodexo S.A..

6.4.13. Autres informations

Plan d'attribution gratuite d'actions

Le 6 novembre 2019, le Conseil d'Administration a décidé l'attribution gratuite d'actions, en faveur de certains salariés du Groupe, sous réserve d'une condition de présence au sein du Groupe ainsi que d'une condition de performance. Ces plans portent sur un total de 10 000 actions.

Membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif et Directeur Général de Sodexo

Il n'y a pas eu d'évolution significative quant à la nature des rémunérations, avances et engagements en matière de pensions, indemnités assimilées accordées aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif ainsi qu'au Directeur Général de Sodexo par rapport à l'exercice clos le 31 août 2019.

Litiges

- La société est en litige avec l'administration fiscale brésilienne au sujet de la déductibilité fiscale de l'amortissement de l'écart d'acquisition constaté lors du rachat de VR en mars 2008. Pour mémoire, la société Sodexo Pass do Brasil avait reçu au cours de l'exercice 2016-2017 une notification de redressement au titre des exercices 2010 à 2012 s'élevant à 92 millions d'euros (dont 30 millions d'euros de principal et 62 millions d'euros de pénalités et intérêts de retard).

La Société conteste fermement ce redressement qui avait déjà été envisagé puis abandonné par l'administration lors d'un précédent contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009. La Société estime sur le fond et sur la forme que l'écart d'acquisition a été valablement amorti et que la procédure a par conséquent de fortes chances d'aboutir en sa faveur, ce que ses conseils fiscaux lui confirment. Aucune provision n'avait été enregistrée au bilan à ce titre au 31 août 2017.

Ce litige a été jugé le 14 août 2018 devant la juridiction administrative compétente. Celle-ci a tranché en faveur de la société Sodexo Pass do Brasil estimant que l'écart d'acquisition et l'amortissement correspondant ont été légitimement constatés lors de l'acquisition de VR. En effet, le jugement rendu confirme que Sodexo Pass do Brasil avait bien procédé lors du rachat de VR à l'acquisition de la structure complète d'une entreprise.

Ce jugement peut être infirmé en appel. Le Groupe estime toutefois que les risques de changement de ce jugement sont faibles.

Par ailleurs, l'économie d'impôt générée par cet amortissement fiscal a été compensée dans les comptes consolidés du Groupe par une charge d'impôt différé du même montant pour chacun des exercices concernés, conformément aux règles IFRS. Le solde de l'impôt différé passif correspondant s'élève à 64 millions d'euros à la clôture du semestre (69 millions d'euros au 31 août 2019).

- Dans le cadre du contentieux initié en 2015 par la société *Octoplus* auprès de l'Autorité de la concurrence, une décision défavorable aux émetteurs de titres-restaurant a été rendue le 17 décembre 2019 par cette dernière, qui a infligé à la société Sodexo Pass France, solidairement avec la société Sodexo S.A., une sanction d'un montant total de 126 millions d'euros. Cette décision a été formellement notifiée à Sodexo Pass France et Sodexo S.A. le 6 février 2020. Sodexo a fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Paris. Le Groupe, après consultation de ses conseils juridiques, considère qu'il dispose d'arguments sérieux pouvant conduire à une annulation ou une réformation de la décision de l'Autorité de la concurrence. En conséquence, aucune provision n'a été constatée au titre de ce contentieux.
- Au Brésil, une différence d'interprétation oppose Sodexo et ses principaux concurrents à l'administration fiscale sur la déductibilité des taxes PIS/COFIN sur certains achats qui sont effectués à un taux zéro. Les procédures sont toujours en cours et le Groupe estime que ses chances de succès dans ces procédures sont bonnes et n'a donc pas jugé nécessaire à ce stade de provisionner les crédits déduits à ce jour.
- Le 28 janvier 2019, le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) a rendu sa décision dans le cadre de la procédure qui l'opposait à l'Etat hongrois. A la suite des changements législatifs et réglementaires hongrois intervenus sur le marché des titres-restaurant et titres-alimentation, Sodexo avait déposé auprès du CIRDI, en juillet 2014, une requête aux fins d'arbitrage à l'encontre de l'Etat hongrois. La décision rendue, favorable à Sodexo, prévoit le versement par l'Etat hongrois d'une indemnité d'environ 73 millions d'euros, hors intérêts, au bénéfice de Sodexo.

Cette décision constitue une étape importante dans le processus de résolution de ce litige. Toutefois, l'Etat hongrois ayant formé un recours en annulation contre cette décision le 27 mai 2019, le Groupe a considéré prématuré de comptabiliser un produit.

Les sociétés du Groupe font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits ci-avant. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction et ses conseils et les charges estimées probables pouvant en découler font l'objet de provisions ou passifs d'impôts.

À la connaissance de la Société, il n'existe aucune autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, qui est en suspens ou dont elle est menacée, qui pourrait avoir, ou aurait eu, au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

Par ailleurs, le Groupe est partie prenante à des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que les passifs relatifs à ces litiges soient globalement significatifs par rapport à l'activité ou à la situation financière consolidée.

6.4.14. Événements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire du COVID-19, survenue en janvier 2020, s'est accentuée au cours des dernières semaines, affectant l'activité du Groupe dans l'ensemble des régions. Dès janvier 2020, le Groupe a mis en place une série d'actions afin d'assurer la continuité de ses activités et de préserver la santé de ses collaborateurs et de ses consommateurs, conformément à sa politique santé et sécurité et dans le respect des directives des institutions compétentes et des autorités locales.

Le développement du COVID-19, qualifié officiellement de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020, s'accompagne de la mise en œuvre graduelle de mesures publiques dans de nombreux pays dans lesquels le Groupe opère, imposant notamment des fermetures de sites et des annulations ou reports d'événements.

Si l'impact sur les performances du 1^{er} semestre 2019-2020 est resté limité, le Groupe suit attentivement l'évolution de la situation et est mobilisé pour assurer la continuité de ses activités et de ses résultats à travers un ensemble d'actions rigoureuses :

- une gestion précise et proactive de nos effectifs pour s'adapter aux évolutions rapides de la situation;
- une gestion stricte de notre trésorerie (avec notamment un focus sur les créances clients et un report des dépenses d'investissement) ;
- une surveillance étroite de notre chaîne logistique pour assurer la continuité et la flexibilité des approvisionnements ;
- un suivi attentif de l'exécution de nos services avec une gestion rigoureuse des contrats ;
- une gestion stricte de nos frais administratifs ;
- une veille active des allègements proposés par les autorités gouvernementales en matière de charges d'impôts directs et indirects, de charges sociales et des mesures de solidarité à destination des employés.

Compte tenu de la disparité des situations auxquelles le Groupe est confronté (baisse des volumes, fermeture totale ou partielle de sites ou encore spécificités propres à chaque site, pays ou région) et de la difficulté à évaluer la durée de cette crise sanitaire, il n'est pas possible à ce stade d'évaluer de manière précise l'impact qu'elle pourrait avoir sur les résultats du Groupe au second semestre.

Cependant, le Groupe confirme sa confiance dans sa résilience et considère que la situation actuelle ne remet pas en cause les perspectives positives à moyen terme et le potentiel de Sodexo.

Par ailleurs, avec des flux de trésorerie couvrant les investissements, les acquisitions et le dividende, la situation financière et de liquidité du Groupe reste solide. Il est rappelé que, comme précisé en note 6.4.9, le Groupe dispose de facilités de crédit confirmées, disponibles et utilisables au gré de ses besoins (lignes de crédit confirmées non tirées au 29 février 2020).

3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} septembre 2019 au 29 février 2020)

Aux Actionnaires

SODEXO

255 Quai de la Bataille de Stalingrad
92866 Issy Les Moulineaux Cedex 9

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SODEXO, relatifs à la période du 1^{er} septembre 2019 au 29 février 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration le 8 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.2.2 « Nouvelles normes et interprétations appliquées » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'adoption au 1^{er} septembre 2019 de la norme IFRS 16 « *Contrats de location* » et de l'interprétation IFRIC 23 « *Incertitude relative aux traitements fiscaux* ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi sous la responsabilité du Conseil d'administration le 8 avril 2020 et commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 8 avril 2020

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Basset

Caroline Bruno-Diaz

4

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

DIRECTION GENERALE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Issy-les-Moulineaux, le 9 avril 2020

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés présentés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Sodexo et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Directeur Général
Denis Machuel

255, quai de la Bataille de Stalingrad – 92866 Issy-les-Moulineaux Cedex 9 - France
Tél. : +33 (0)1 30 85 75 00

Sodexo SA au capital de 589 819 548 € - 301 940 219 R.C.S. Nanterre
www.sodexo.com